

Notification du Royaume de Belgique en vertu de l'article 117 du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen

La notification qui suit est composée de quatre parties.

La partie I contient les dispositions légales nationales de mise en œuvre du règlement adoptées au travers de la loi du 5 mai 2019 et de la loi du 17 février 2021, lesquelles ont amendé le Code judiciaire, le Code d'Instruction criminelle, la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et la législation douanière, ainsi qu'à travers l'arrêté royal du 18 avril 2021.

La partie II contient les dispositions de droit pénal matériel applicables aux infractions définies dans la directive (UE) 2017/1371 (dite directive PIF).

La partie III contient les dispositions relatives aux mesures d'enquête et les autres dispositions pertinentes de droit procédural.

La partie IV contient un tableau présentant les autorités nationales compétentes pour la mise en œuvre du règlement.

I. Dispositions légales nationales de mise en œuvre du règlement

A. Code judiciaire

Article 79, alinéa 6 *inséré par la loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice, Moniteur belge le 24 février 2021, En vigueur : le 24 février 2021*

Sur l'avis du procureur général du ressort de cour d'appel, le premier président désigne, dans le ressort des cours d'appel d'Anvers, de Mons et de Gand, parmi les juges d'instruction, un juge d'instruction, dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, un juge d'instruction francophone et un juge d'instruction néerlandophone et, dans le ressort de la cour d'appel de Liège, un juge d'instruction et un juge d'instruction justifiant de la connaissance de la langue allemande. Ces juges d'instruction doivent disposer d'une expérience utile pour l'instruction des infractions pour lesquelles le Parquet européen est compétent. Cette désignation n'a aucune incidence sur leur statut, ni sur leur affectation. En vertu de cette désignation, ils traitent prioritairement les dossiers dont ils sont saisis par le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2.

Article 156/1, *inséré par la loi du 17 février 2021 précitée*

§ 1er. Le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 sont compétents sur l'ensemble du territoire du Royaume pour exercer l'action publique pour les infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne conformément aux articles 4, 22 et 23 du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

§ 2. Lorsqu'ils exercent leur compétence dans les cas et selon les modalités déterminées par la loi et le même Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen et les procureurs européens délégués exercent toutes les fonctions du ministère public dans les affaires pénales près les cours d'appel, les cours d'assises et les tribunaux de première instance.

§ 3. Le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral informe sans retard indu les

procureurs européens délégués lorsqu'il est saisi d'une infraction visée au paragraphe 1er selon les modalités déterminées dans une circulaire du Collège des procureurs généraux.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 3, les procureurs européens délégués décident s'ils exercent l'action publique eux-mêmes.

Conformément à l'article 25, paragraphe 6, du même Règlement (UE) 2017/1939 et sans préjudice des autres dispositions de ce règlement, si le procureur du Roi, le procureur général ou le procureur fédéral souhaite contester la décision des procureurs européens délégués d'exercer eux-mêmes l'action publique, il saisit le Collège des procureurs généraux qui décide, après concertation avec les procureurs européens délégués et le procureur du Roi ou le procureur général concerné ou le procureur fédéral, qui est compétent pour instruire l'affaire. La décision du Collège des procureurs généraux n'est susceptible d'aucun recours.

Aucune nullité ne peut être invoquée en ce qui concerne la répartition de compétence, quant à l'exercice de l'action publique, entre le procureur du Roi ou le procureur général ou le procureur fédéral, d'une part, et les procureurs européens délégués, d'autre part.

Le Collège des procureurs généraux est admis à saisir la Cour de Justice par question préjudicielle conformément à l'article 42, paragraphe 2, c), du même Règlement (UE) 2017/1939.

Article 309/2, *inséré par la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social, Moniteur belge le 24 mai 2019, en vigueur : 24 mai 2019, et modifié par la loi du 17 février 2021 précitée.*

§ 1er. Des magistrats peuvent accomplir les missions de chef du Parquet européen, de procureur européen et de procureur européen délégué conformément aux conditions prévues dans le règlement 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

§ 2. Le ministre ayant la Justice dans ses attributions désigne trois magistrats qui sont présentés en vue d'accomplir la mission de procureur européen, prévue à l'article 16, paragraphe 1er, du règlement cité au paragraphe 1er.

Pour pouvoir être présenté en qualité de procureur européen, le candidat doit, au moment de la désignation :

1° exercer les fonctions de magistrat et avoir exercé, au cours des quinze dernières années, pendant au moins dix ans la fonction de magistrat du ministère public;

2° être porteur d'un certificat visé à l'article 43quinquies, § 1er, alinéa 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, prouvant la connaissance de la langue autre que celle de son doctorat, sa licence ou son master en droit.

§ 3. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions désigne au moins un magistrat du rôle linguistique néerlandophone et un magistrat du rôle linguistique francophone qui sont présentés en vue d'accomplir les missions de procureur européen délégué, prévues à l'article 17, paragraphe 1er, du règlement cité au paragraphe 1er.

Pour pouvoir être présenté en qualité de procureur européen délégué, le candidat doit, au moment de la désignation, exercer les fonctions de magistrat et avoir exercé, au cours des dix dernières années, pendant au moins cinq ans la fonction de magistrat du ministère public.

§ 4. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions ne peut désigner les candidats visés aux paragraphes 2 et 3 qu'après avoir recueilli l'avis commun du Collège des procureurs généraux et du procureur fédéral. Ils peuvent entendre les candidats à cet effet.

L'appel publié dans le Moniteur belge mentionne la manière dont les candidatures sont introduites.

§ 5. Les missions sont exercées à temps plein.

L'article 323bis s'applique.

Pendant leur mission, les magistrats ne sont pas soumis aux dispositions de la partie II, livre II, titre V.

§ 6. Les procureurs européens délégués disposent d'un secrétariat dont la composition, les modalités de fonctionnement, le statut, la situation juridique et le traitement des membres du personnel concernés sont fixées par le Roi.

Article 873

Le tribunal ou le juge à qui est adressé une commission rogatoire est tenu de la faire exécuter.

Toutefois et à moins que les conventions internationales n'en disposent autrement, l'exécution des commissions rogatoires émanant des autorités judiciaires étrangères ne peut avoir lieu qu'après avoir été autorisée par le ministre de la Justice. L'autorisation préalable du ministre de la Justice n'est pas requise lorsque la commission rogatoire est exécutée par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée].

Le tribunal de première instance, le tribunal du travail ou le tribunal de l'entreprise commis rogatoirement peut désigner un juge d'un degré égal ou inférieur.

B. Arrêté royal du 18 avril 2021 portant exécution de l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire **(Moniteur belge le 22 avril 2021, en vigueur le 2 mai 2021)**

Article 1er

Le cadre du personnel du secrétariat des procureurs européens délégués est fixé comme suit :

- minimum 2 secrétaires, de niveau B ;
- maximum 4 secrétaires, de niveau B.

Le secrétariat compte autant de membres de personnel francophones que néerlandophones.

Les membres du personnel exercent leurs fonctions sous l'autorité et la direction des procureurs européens délégués.

En cas d'empêchement temporaire d'un secrétaire, le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles peut, à la demande d'un procureur européen délégué et sur avis du secrétaire en chef et du magistrat-chef de corps, désigner un membre du personnel de niveau B d'un secrétariat de parquet situé dans le ressort de Bruxelles pour la durée de l'empêchement et avec son consentement, afin de remplacer le secrétaire empêché du même rôle linguistique. Cette désignation n'a aucune incidence sur le statut du membre du personnel désigné.

Article 2

Les vacances d'emploi accompagnées de la description de fonction et du profil de compétence sont annoncées par un avis publié au Moniteur belge. Cet avis invite les candidats à faire valoir leurs titres et mérites, fixe le délai pour le dépôt des candidatures et désigne l'autorité auprès de laquelle ces candidatures doivent être introduites.

Les membres du personnel sont désignés, sur la proposition des procureurs européens délégués, par le ministre qui a la Justice dans ses attributions, de préférence parmi les membres du personnel judiciaire, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Pour pouvoir être désigné, le candidat doit :

- a) être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le niveau à conférer, ou
- b) être revêtu d'un grade du niveau à conférer.

Le candidat doit posséder une expérience professionnelle d'au moins un an dans un secrétariat de parquet.

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut conclure des contrats de travail.

Article 3

Les membres du personnel prêtent le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831, entre les mains d'un des procureurs européens délégués.

Article 4

Les membres du personnel sont soumis au régime de rémunération du personnel administratif des services qui assistent le pouvoir judiciaire, y compris aux règles régissant les allocations, les primes et les indemnités.

Sans préjudice des articles 330bis, alinéa 2, et 330ter, § 4, du Code judiciaire, le membre du personnel désigné au niveau B bénéficie de l'échelle de traitement visée à l'article 372 du Code judiciaire.

Les membres du personnel perçoivent un supplément de traitement de 2221,91 euros. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des services publics s'applique également à ce supplément. Il est lié à l'évolution de l'indice pivot 138,01.

Article 5

La période de désignation est assimilée à une période d'activité de service durant laquelle le membre du personnel maintient ses droits à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

Article 6

L'arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire est d'application aux membres du personnel, à l'exception des dispositions concernant :

- a) le congé pendant la durée d'un stage ou d'une période d'essai et pendant une campagne électorale;
- b) le congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception du congé pour soins palliatifs, du congé pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave et du congé pour l'assistance ou les soins à un enfant mineur pendant ou juste après l'hospitalisation de l'enfant des suites d'une maladie grave et du congé parental ;
- c) l'absence de longue durée pour raisons personnelles ;
- d) les prestations réduites pour convenance personnelle ;
- e) la semaine de quatre jours avec prime ;
- f) la semaine de quatre jours sans prime ;
- g) le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Article 7

Sans préjudice de l'article 1er, alinéa 3, les membres du personnel désignés parmi le personnel statutaire de l'ordre judiciaire, restent soumis aux règles du régime disciplinaire applicable dans leur service d'origine. En cas de procédure disciplinaire, le procureur européen délégué du rôle linguistique de l'intéressé est entendu par les autorités disciplinaires compétentes.

Article 8

Les membres du personnel sont soumis aux dispositions en lien avec l'évaluation prévues par le Code judiciaire et l'arrêté royal du 27 mai 2014 relatif à l'évaluation des membres du personnel de l'ordre

judiciaire, le procureur européen délégué du même rôle linguistique étant le supérieur hiérarchique et les fonctions du magistrat-chef de corps étant exercées par le procureur européen.

Article 9

L'arrêté royal du 18 novembre 2015 relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire, des magistrats, ainsi que des stagiaires judiciaires et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux, est applicable aux membres du personnel.

Article 10

Le membre du personnel qui se trouve dans un lien statutaire dans son service d'origine peut être remplacé dans son emploi d'origine.

Article 11

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions peut mettre fin à la désignation :

a) à la demande du membre du personnel concerné moyennant un préavis d'un mois donné par le membre du personnel ;

b) à la demande d'un procureur européen délégué.

Si la demande est formulée par un procureur européen délégué, celui-ci rédige préalablement un rapport motivé qui est notifié au membre du personnel par envoi recommandé.

Le membre du personnel est entendu sur ce rapport par le ministre qui a la Justice dans ses attributions ou son délégué, dans le mois de la notification. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

La décision définitive est formulée par écrit et notifiée à la personne concernée par envoi recommandé dans les dix jours de l'audition.

Article 12

Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

C. Code d'Instruction criminelle

CHAPITRE IV^{ter}. Du procureur européen et des procureurs européens délégués, *inséré par la loi du 17 février 2021 précitée.*

Article 47^{quaterdecies}

Dans l'exercice de leurs compétences, telles que prévues à l'article 156/1 du Code judiciaire, le procureur européen et les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du même Code disposent de tous les pouvoirs que la loi confère au procureur du Roi. Dans le cadre de ceux-ci, ils peuvent procéder ou faire procéder à tous actes d'information ou d'instruction relevant de leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume, de même qu'exercer l'action publique.

Lorsqu'ils exercent leurs compétences, ce procureur européen et ces procureurs européens délégués pourront exclusivement saisir les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du même Code pour connaître des infractions visées à l'article 156/1, § 1^{er}, du même Code.

Article 47^{quindecies}

Lorsqu'un service de police ne peut donner les effectifs et les moyens nécessaires au procureur européen ou aux procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire ou au juge d'instruction visé à l'article 79, alinéa 6, du même Code saisi d'une enquête pénale par ceux-ci, il en informe le procureur général territorialement compétent. Si le procureur général ne trouve pas de solution pour remédier au manque d'effectifs et de moyens, il saisit le Collège des procureurs généraux qui, après concertation avec le directeur général de la police judiciaire et après concertation avec le procureur européen ou les procureurs européens délégués, décide quelle réquisition est exécutée prioritairement.

Article 62bis

Sont également compétents le juge d'instruction du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu [celui du siège social de la personne morale, celui du siège d'exploitation de la personne morale] et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

Le juge d'instruction, saisi d'une infraction dans les limites de cette compétence, peut procéder ou faire procéder hors de son arrondissement à tous actes de police judiciaire, d'information ou d'instruction relevant de ses attributions. Il en avise le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel l'acte doit être accompli.

En temps de paix, lorsqu'il est saisi de faits commis à l'étranger qui peuvent être poursuivis en Belgique en vertu de l'article 10bis du titre préliminaire du présent Code, le juge d'instruction exerce toutes ses attributions comme si les faits avaient été commis sur le territoire du Royaume. Dans ce cas, lorsque le prévenu n'a pas de résidence en Belgique, les juges d'instruction du tribunal de première instance de Bruxelles sont compétents.

Les juges d'instruction spécialisés pour connaître des infractions visées aux articles 137 à 141 du Code pénal sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis par le doyen de ces juges d'instruction, lorsque le procureur fédéral a transmis un dossier conformément à l'article 47duodecies, § 3, indépendamment du lieu de l'infraction, du lieu de résidence de l'auteur présumé ou du lieu où celui-ci pourra être trouvé.

Ils exercent dans ce cas leurs attributions sur toute l'étendue du territoire du Royaume.

En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie.

Les juges d'instruction spécialisés visés à l'article 79, alinéa 6, du Code judiciaire sont compétents pour connaître des faits dont ils sont saisis conformément à l'article 47quaterdecies, alinéa 2, par le procureur européen ou les procureurs européens délégués désignés conformément à l'article 309/2 du Code judiciaire. En cas d'empêchement légal, ils peuvent être remplacés par les juges d'instruction du tribunal de première instance dont ils font partie. [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée]

D. Loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Article 12

Les officiers du ministère public et le juge d'instruction pour leurs actes de poursuite et d'instruction font usage de la langue prévue en matière répressive pour le tribunal près duquel ils sont établis.

Le procureur fédéral et les magistrats fédéraux, le procureur européen et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, pour leurs actes d'instruction et de poursuite, font usage de la langue prévue en matière pénale devant le tribunal devant lequel ils exercent l'action publique et, dans le cas visé à l'article 47duodecies, § 2, du Code d'instruction criminelle, de la langue selon les nécessités de l'affaire, et ce quelle que soit la langue du diplôme dans laquelle ils ont passé l'examen de doctorat, de licence ou de master en droit. [insertion apportée par la loi du 17 février 2021 précitée]

Article 43bis, §4, dernier alinéa *inséré par la loi du 17 février 2021 précitée*

Le procureur fédéral, le procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, ainsi que s'ils sont titulaires du certificat visé à l'article 43quinquies, § 1er, alinéa 3 ou 4, duquel il ressort qu'ils justifient de la connaissance fonctionnelle ou approfondie de la langue autre que celle de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit, les magistrats fédéraux et les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du même Code, sont autorisés à siéger dans les juridictions de l'autre rôle linguistique que celui de leur diplôme de docteur, de licencié ou de master en droit.

E. Loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977

Chapitre XXVbis - Parquet européen, inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

Article 285/1

Pour l'application du présent chapitre, on entend par Règlement (UE) 2017/1939: le Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

Article 285/2

§ 1er. L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises désigne au moins un fonctionnaire de l'Administration générale des douanes et accises, chargé de collaborer avec les procureurs européens délégués visés à l'article 309/2 du Code judiciaire, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés aux articles 281 et 282 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. L'Administrateur général de l'Administration générale des douanes et accises ne peut désigner le fonctionnaire visé au § 1er qu'après avoir recueilli l'avis du procureur européen visé à l'article 309/2 du Code judiciaire.

§ 3. Le fonctionnaire visé au § 1er peut recourir au Secrétariat visé à l'article 309/2, § 6, du Code judiciaire.

Article 285/3

§ 1er. Dans l'exercice de sa fonction, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, suit les orientations et instructions de la chambre permanente chargée de l'affaire ainsi que les instructions du procureur européen chargé de la surveillance de l'affaire, tel que prévu par le Règlement (UE) 2017/1939.

§ 2. Le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, exerce ses compétences de recherche et de poursuite conformément à la présente loi.

L'Administration générale des douanes et accises ne peut s'opposer aux mesures prises en application des articles 285/4 et 285/5.

Article 285/4

§ 1er. Le pouvoir d'intentement et de poursuite de toute action judiciaire, visé à l'article 281, § 2, est attribué au fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, en ce qui concerne les contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 281 et pour lesquels le Parquet européen exerce sa compétence en vertu des articles 22, 25, 26 et 27 du Règlement (UE) 2017/1939.

Ce fonctionnaire exerce le pouvoir visé à l'alinéa 1er à la seule fin d'exercer les poursuites, conformément à la décision de la chambre permanente ou à la proposition de décision du procureur européen délégué dans le cas où elle doit être réputée acceptée par la chambre permanente, en application de l'article 36 du Règlement (UE) 2017/1939.

Les articles 281, § 3, et 283 s'appliquent.

§ 2. Sans préjudice de l'article 264, toute transaction est interdite lorsque le Parquet européen exerce sa compétence en vertu du Règlement (UE) 2017/1939, ou pendant le délai visé à l'article 27, § 1er, du même Règlement.

Article 285/5

§ 1er. Dans les limites visées à l'article 285/4, § 1er, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, prend les mesures d'enquête et autres mesures visées à l'article 28, § 1er, du Règlement (UE) 2017/1939.

Il en informe sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l'affaire, lequel peut s'opposer à cette mesure, la suspendre ou ordonner une autre mesure d'enquête ou une autre mesure.

§ 2. Si, par application de l'article 31, § 4, du Règlement (UE) 2017/1939, le procureur européen délégué, visé à l'article 309/2 du Code judiciaire, charge l'Administration générale des douanes et accises d'exécuter une mesure déléguée, il requiert cette Administration par l'intermédiaire du fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er.

§ 3. En vue de l'application de l'article 35 du Règlement (UE) 2017/1939, lorsque le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, considère que l'enquête est terminée, il soumet au procureur européen délégué chargé de la surveillance de l'affaire un rapport contenant un résumé de l'affaire et un projet de décision visant d'éventuelles poursuites, ou un éventuel renvoi de l'affaire ou un classement sans suite.

Article 285/6

Le Roi fixe les pouvoirs des agents en matière contentieuse.

F. Loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises

Article 2/1 inséré par la loi du 17 février 2021 précitée

§ 1er. Sans préjudice de ses compétences en matière de douanes et accises, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail.

§ 2. Les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche, ne peuvent être mises en œuvre par les agents visés à l'article 3 sans l'accord préalable du fonctionnaire visé au § 1er, lorsqu'elles sont relatives aux contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 285/4, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977."

II. Dispositions de droit pénal matériel national applicables aux infractions définies dans la directive (UE) 2017/1371

A. Strafwetboek van 8 juni 1867¹

Artikel 3

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Het misdrijf, op het grondgebied van het Rijk door Belgen of door vreemdelingen gepleegd, wordt gestraft overeenkomstig de bepalingen van de Belgische wetten.

Artikel 5

Artikel 20 november 2017

Een rechtspersoon is strafrechtelijk verantwoordelijk voor misdrijven die hetzij een intrinsiek verband hebben met de verwezenlijking van zijn doel of de waarneming van zijn belangen, of die, naar blijkt uit de concrete omstandigheden, voor zijn rekening zijn gepleegd.

Wanneer de rechtspersoon verantwoordelijk gesteld wordt uitsluitend wegens het optreden van een geïdentificeerde natuurlijke persoon, kan enkel degene die de zwaarste fout heeft begaan worden veroordeeld. Indien de geïdentificeerde natuurlijke persoon de fout wetens en willens heeft gepleegd kan hij samen met de verantwoordelijke rechtspersoon worden veroordeeld.

Met rechtspersonen worden gelijkgesteld :

1° tijdelijke verenigingen en verenigingen bij wijze van deelneming;

2° vennootschappen bedoeld in artikel 2, derde lid van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, alsook handelsvennootschappen in oprichting;

3° burgerlijke vennootschappen die niet de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

Voor de toepassing van dit artikel kunnen niet als strafrechtelijk verantwoordelijke rechtspersoon worden beschouwd : de federale staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, hulpverleningszones (wet 15 mei 2007), de prezones (wet 3 augustus 2012), de Brusselse agglomeratie, de gemeenten, de meergemeentezones (wet 26 april 2002), de binnengemeentelijke territoriale organen, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. "wet 4 mei 1999)

Gewijzigd door Wet van 11 juli 2018 tot wijziging van het Strafwetboek en de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen betreft

Huidig artikel

Een rechtspersoon is strafrechtelijk verantwoordelijk voor de misdrijven die hetzij een intrinsiek verband hebben met de verwezenlijking van zijn doel of de waarneming van zijn belangen, of die, zoals blijkt uit de concrete omstandigheden, voor zijn rekening zijn gepleegd.

¹ **Toepassing van het strafrecht *ratione temporis***

Art. 2. : Geen misdrijf kan worden gestraft met straffen die bij de wet niet waren gesteld voordat het misdrijf werd gepleegd.

Indien de straf, ten tijde van het vonnis bepaald, verschilt van die welke ten tijde van het misdrijf was bepaald, wordt de minst zware straf toegepast.

Met rechtspersonen worden gelijkgesteld:
1° tijdelijke handelsvennootschappen en stille handelsvennootschappen;
2° vennootschappen bedoeld in artikel 2, § 4, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen, alsook handelsvennootschappen in oprichting;
3° burgerlijke vennootschappen die niet de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

De strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de rechtspersonen sluit die van de natuurlijke personen, die daders zijn van dezelfde feiten of eraan hebben deelgenomen, niet uit.

Artikel 7bis

Artikel 20 november 2017

De straffen toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen zijn :

in criminele zaken, in correctionele zaken en in politiezaken :

1° geldboete;

2° bijzondere verbeurdverklaring; de bijzondere verbeurdverklaring, bepaald in artikel 42, 1°, uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen kan enkel betrekking hebben op goederen die vatbaar zijn voor burgerlijk beslag;

in criminele en correctionele zaken :

1° ontbinding; deze kan niet worden uitgesproken ten aanzien van de publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° verbod een werkzaamheid die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel te verrichten, met uitzondering van werkzaamheden die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

3° sluiting van een of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar werkzaamheden worden verricht die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

4° bekendmaking of verspreiding van de beslissing.” (wet 4 mei 1999)

Gewijzigd door de Wet 11 juli 2018 tot wijziging van het Strafwetboek en de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen betreft

Huidig artikel

De straffen toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen, met uitsluiting van publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in het derde lid, zijn:

in criminele zaken, in correctionele zaken en in politiezaken :

1° geldboete;

2° bijzondere verbeurdverklaring; de bijzondere verbeurdverklaring, bepaald in artikel 42, 1°, uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen kan enkel betrekking hebben op goederen die vatbaar zijn voor burgerlijk beslag;

in criminele en correctionele zaken :

1° ontbinding; deze kan niet worden uitgesproken ten aanzien van de publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° verbod een werkzaamheid die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel te verrichten, met uitzondering van werkzaamheden die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

3° sluiting van een of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar werkzaamheden worden verricht die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;

4° bekendmaking of verspreiding van de beslissing.

Ten aanzien van de Federale Staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de hulpverleningszones, de prezones, de Brusselse agglomeratie, de gemeenten, de meergemeentezones, de binnengemeentelijke territoriale organen, de Franse

Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan enkel, met uitsluiting van elke andere straf, de eenvoudige schuldigverklaring worden uitgesproken.

Artikel 31

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bij alle vonnissen of arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting van tien jaar of meer of tot gevangenisstraf van twintig jaar of meer wordt tegen de veroordeelden levenslange ontzetting uitgesproken van het recht om :

- 1° Openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen;
- 2° (...), verkozen te worden;
- 3° Enig ereteken te dragen of enige adellijke titel te voeren;
- 4° Gezworene of deskundige te zijn, als instrumentair of attesterend getuige bij akten op te treden; in rechte te getuigen, anders dan om enkel inlichtingen te geven;
- 5° Geroepen te worden tot het ambt van voogd, toeziend voogd of curator, behalve over hun eigen kinderen, of om het ambt van gerechtelijk bewindvoerder over de goederen van een vermoedelijk afwezige of bewindvoerder van een persoon die krachtens artikel 492/1 van het Burgerlijk Wetboek is beschermd uit te oefenen.

6° een wapen of munitie te vervaardigen, te wijzigen, te herstellen, over te dragen, voorhanden te hebben, te dragen, te vervoeren, in, uit, of door te voeren, of te dienen in de Krijgsmacht. De arresten of vonnissen van veroordeling bedoeld in het vorige lid kunnen bovendien tegen de veroordeelden de ontzetting van het kiesrecht uitspreken, voor hun leven of voor twintig jaar tot dertig jaar.

Artikel 32

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De hoven en rechtbanken kunnen de veroordeelden tot opsluiting van vijf tot minder dan tien jaar, tot tijdelijke hechtenis of tot gevangenisstraf van tien tot minder dan twintig jaar, voor hun leven of voor tien jaar tot twintig jaar, geheel of ten dele ontzetten van de uitoefening van de rechten bedoeld in artikel 31.

Artikel 33

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 31 en 32 kunnen de hoven en rechtbanken, in de gevallen bij de wet bepaald, de tot correctionele straffen veroordeelden voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar, geheel of ten dele ontzetten van de uitoefening van de rechten genoemd in artikel 31, eerste lid. Zij kunnen dezelfde ontzetting voor dezelfde duur uitspreken tegen de schuldigen wier criminele straf verminderd is tot een gevangenisstraf van minder dan tien jaar.

Artikel 35

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Ontbinding kan door de rechter worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon opzettelijk is opgericht om de strafbare werkzaamheden te verrichten waarvoor hij wordt veroordeeld of wanneer

hij opzettelijk van zijn doel is afgewend om dergelijke werkzaamheden te verrichten. Wanneer de rechter de ontbinding uitspreekt, verwijst hij de zaak naar het gerecht dat bevoegd is kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.

Artikel 36

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Tijdelijk of definitief verbod een werkzaamheid te verrichten die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel van de rechtspersoon, kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Artikel 37

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Tijdelijke of definitieve sluiting van een of meer inrichtingen van de rechtspersoon kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Artikel 37bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bekendmaking of verspreiding van de beslissing op kosten van de veroordeelde kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen bepaald door de wet.

Artikel 41bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. De geldboeten toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen, zijn :

in criminele en correctionele zaken :

- wanneer de wet op het feit levenslange vrijheidsstraf stelt : geldboete van tweehonderdveertig duizend [euro] tot zeventhonderdveertigduizend euro;
- wanneer de wet op het feit vrijheidsstraf en geldboete stelt, of een van de straffen alleen : geldboete van minimum vijfhonderd euro vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de minimumvrijheidsstraf, doch niet lager dan de minimumgeldboete op het feit gesteld; met als maximum tweeduizend [euro] vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de maximumvrijheidsstraf, doch niet lager dan het dubbele van de maximumgeldboete op het feit gesteld;
- wanneer de wet op het feit enkel geldboete stelt : geldboete met minimum en maximum als door de wet op het feit gesteld;

in politiezaken :

- geldboete van vijftig euro tot tweehonderdvijftig euro.

§ 2. Voor het bepalen van de straf bedoeld in § 1 zijn de bepalingen van Boek I van toepassing.

Artikel 42

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Bijzondere verbeurdverklaring wordt toegepast :

1° Op de zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, en op die welke gediend hebben of

bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, wanneer zij eigendom van de veroordeelde zijn;
2° Op de zaken die uit het misdrijf voortkomen.
3° Op de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen, op de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en op de inkomsten uit de belegde voordelen.

Artikel 43

Artikel 20 november 2017

Bij misdaad of wanbedrijf wordt bijzondere verbeurdverklaring (toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 1° en 2° altijd uitgesproken.

Bij overtreding wordt zij slechts uitgesproken in de gevallen bij de wet bepaald.

Gewijzigd bij Wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

Huidig artikel

Bij misdaad of wanbedrijf wordt bijzondere verbeurdverklaring (toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 1° en 2° altijd uitgesproken. De verbeurdverklaring van zaken die gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van de misdaad of het wanbedrijf wordt uitgesproken, behoudens wanneer dit tot gevolg zou hebben dat de veroordeelde aan een onredelijk zware straf zou worden onderworpen.

Bij overtreding wordt zij slechts uitgesproken in de gevallen bij de wet bepaald.

Artikel 43bis

Artikel 20 november 2017

Bijzondere verbeurdverklaring toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kan door de rechter in elk geval worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door de procureur des Konings schriftelijk wordt gevorderd.

Indien de zaken niet kunnen worden gevonden in het vermogen van de veroordeelde, raamt de rechter de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend bedrag.

Ingeval de verbeurdverklaarde zaken aan de burgerlijke partij toebehoren, zullen zij aan haar worden teruggegeven. De verbeurdverklaarde zaken zullen haar eveneens worden toegewezen ingeval de rechter de verbeurdverklaring uitgesproken heeft omwille van het feit dat zij goederen en waarden vormen die door de veroordeelde in de plaats gesteld zijn van de zaken die toebehoren aan de burgerlijke partij of omdat zij het equivalent vormen van zulke zaken in de zin van het tweede lid van dit artikel.

Iedere andere derde die beweert recht te hebben op de verbeurdverklaarde zaak, zal dit recht kunnen laten gelden binnen een termijn en volgens modaliteiten bepaald door de Koning. De bijzondere verbeurdverklaring van de onroerende goederen moet of kan, naargelang de rechtsgrond die dit bepaalt, door de rechter worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door het openbaar ministerie schriftelijk werd gevorderd.

De schriftelijke vordering van het openbaar ministerie strekkende tot de verbeurdverklaring van een onroerend goed, dat niet strafrechtelijk in beslag is genomen overeenkomstig de toepasselijke vormvoorschriften, wordt op straffe van onontvankelijkheid kosteloos ingeschreven op de kant van de laatst overgeschreven akte of het vonnis bedoeld in artikel 1, eerste en tweede lid, van de hypotheekwet van 16 december 1851. Het openbaar ministerie voegt een bewijs van de kantmelding bij het strafdossier voor de sluiting van de debatten. Het openbaar ministerie vordert de kosteloze

doorhaling van de kantmelding, als daartoe grond bestaat. De rechter vermindert zo nodig het bedrag van de in artikel 42, 3°, bedoelde vermogensvoordelen of van de in het tweede lid bedoelde geldwaarde om de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen.

Gewijzigd bij Wet 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

Huidig recht

Bijzondere verbeurdverklaring toepasselijk op de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kan door de rechter in elk geval worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door de procureur des Konings schriftelijk wordt gevorderd.

Indien de zaken bedoeld in het eerste lid en de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen niet kunnen worden gevonden in het vermogen van de veroordeelde, raamt de rechter de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend bedrag.

Ingeval de verbeurdverklaarde zaken aan de burgerlijke partij toebehoren, zullen zij aan haar worden teruggegeven. De verbeurdverklaarde zaken zullen haar eveneens worden toegewezen ingeval de rechter de verbeurdverklaring uitgesproken heeft omwille van het feit dat zij goederen en waarden vormen die door de veroordeelde in de plaats gesteld zijn van de zaken die toebehoren aan de burgerlijke partij of omdat zij het equivalent vormen van zulke zaken in de zin van het tweede lid van dit artikel.

Iedere andere derde die beweert recht te hebben op de verbeurdverklaarde zaak, zal dit recht kunnen laten gelden binnen een termijn en volgens modaliteiten bepaald door de Koning. De bijzondere verbeurdverklaring van de onroerende goederen moet of kan, naargelang de rechtsgrond die dit bepaalt, door de rechter worden uitgesproken, maar slechts voor zover zij door het openbaar ministerie schriftelijk werd gevorderd. De schriftelijke vordering van het openbaar ministerie strekkende tot de verbeurdverklaring van een onroerend goed, dat niet strafrechtelijk in beslag is genomen overeenkomstig de toepasselijke vormvoorschriften, wordt op straffe van onontvankelijkheid kosteloos ingeschreven op de kant van de laatst overgeschreven akte of het vonnis bedoeld in artikel 1, eerste en tweede lid, van de hypotheekwet van 16 december 1851. Het openbaar ministerie voegt een bewijs van de kantmelding bij het strafdossier voor de sluiting van de debatten. Het openbaar ministerie vordert de kosteloze doorhaling van de kantmelding, als daartoe grond bestaat. De rechter vermindert zo nodig het bedrag van de in artikel 42, 3°, bedoelde vermogensvoordelen of van de in het tweede lid bedoelde geldwaarde om de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen.

Artikel 43ter

Artikel 20 november 2017 = huidig recht

De bijzondere verbeurdverklaring die van toepassing is op de zaken bedoeld in de artikelen 42, 43bis en 43quater, kan eveneens worden uitgesproken wanneer die zaken zich buiten het grondgebied van de Belgische Staat bevinden.

Artikel 43quater

Artikel 20 november 2017

§ 1. Onverminderd artikel 43bis , derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in § 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld en de inkomsten uit de belegde voordelen, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon, verbeurd verklaard worden of kan zulke persoon veroordeeld worden tot betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken, indien deze persoon schuldig werd bevonden :

a) hetzij aan één of meer van de strafbare feiten bedoeld in :

1° de artikelen 246 tot 251, en artikel 323;

2° de artikelen 504bis en 504ter , en artikel 323;

3° artikel 2bis , § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, in zoverre de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of § 3, b) , of § 4, b) , van dezelfde wet;

4° artikel 77bis , § 2 of § 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

5° artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

6° de artikelen 2 tot 4 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van de ernstige inbreuken op de Internationale Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en op de Aanvullende Protocollen I en II bij die Verdragen van 8 juni 1977;

b) hetzij aan de strafbare feiten omschreven in artikel 324ter of van een of meer van de hierna bedoelde strafbare feiten wanneer ze gepleegd zijn in het raam van een criminele organisatie, zoals bepaald in artikel 324bis :

1° de artikelen 379 of 380;

2° de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;

3° artikel 475;

4° de artikelen 477, 477bis , 477ter , 477quater , 477quinquies , 477sexies of 488bis ;

5° artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1°;

6° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

7° artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti- hormonale, anabole, anti-infectieuze, antiparasitaire en anti-inflammatoire werking, welk artikel betrekking heeft op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica straffen worden gesteld;

8° de artikelen 3 en 5 van het koninklijk besluit van 5 februari 1990 betreffende sommige stoffen met beta-adrenergische werking, welke artikelen betrekking hebben op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen straffen worden gesteld.

c) hetzij aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd (wet 19 december 2002) (wet 13 juli 2013).

§ 2. De verbeurdverklaring zoals bedoeld in § 1 kan worden uitgesproken tegen de daders, mededaders en medeplichtigen die werden veroordeeld wegens één of meerdere van de in dit artikel opgesomde misdrijven en onder de in § 1 bepaalde voorwaarden, wanneer de veroordeelde over een relevante periode verdere vermogensvoordelen heeft ontvangen terwijl er ernstige en concrete baanwijzigingen zijn dat deze voordelen voortspruiten, uit het misdrijf waarvoor hij werd veroordeeld, of uit identieke feiten, en de veroordeelde het tegendeel niet geloofwaardig maakt. Dit tegendeel kan tevens geloofwaardig gemaakt worden door elke derde die beweert recht te hebben op deze voordelen.

§ 3. Als relevante periode in de zin van dit artikel wordt aanzien de periode van vijf jaar voorafgaand aan de in verdenkingstelling van de persoon tot de datum van de uitspraak.

De ernstige en concrete aanwijzingen bedoeld in § 2 kunnen worden geput uit alle geloofwaardige elementen die op regelmatige wijze aan de rechtbank worden overlegd, en die wijzen op een onevenwicht van enig belang tussen enerzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in de relevante periode die door het openbaar ministerie wordt aangetoond, en anderzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in deze periode, waarvan hij kan geloofwaardig maken dat ze niet voortspruiten uit de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of uit identieke feiten.

Onder identieke feiten worden verstaan de feiten die behoren tot de misdrijfomschrijvingen die zijn bepaald in § 1 en die vallen onder :

- a) ofwel dezelfde omschrijving als het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de veroordeling :
- b) ofwel een aanverwante omschrijving, op voorwaarde dat deze is opgenomen onder dezelfde rubriek van § 1, a) , als het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de veroordeling.

Wanneer de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring in de zin van dit artikel oplegt, kan zijn beslissen geen rekening te houden met een door haar te bepalen deel van de relevante periode of met door haar te bepalen inkomsten, goederen en waarden, indien zij zulks gepast acht om de veroordeelde niet te onderwerpen aan een onredelijk zware straf.

§ 4. Het vermogen dat ter beschikking staat van een criminele organisatie moet verbeurd verklaard worden, onder voorbehoud van de rechten van derden te goeder trouw.

Gewijzigd bij Wet 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

In artikel 43quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. Onverminderd artikel 43bis, derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in paragraaf 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld, en de inkomsten uit de belegde voordelen, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon worden verbeurdverklaard, of kan die persoon worden veroordeeld tot de betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken indien de betrokkene schuldig werd bevonden :

1° ofwel aan een of meer misdrijven bedoeld :

- a) in de artikelen 136sexies en 136septies, 1° ;
- b) in artikel 137, voor zover deze misdrijven worden bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 138, § 1, 4° tot 10°, en van dien aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel 140, voor zover deze misdaad of dit wanbedrijf van dien aard is dat het financieel gewin kan opleveren, in de artikelen 140bis tot 140sexies, voor zover deze misdrijven van die aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel 140septies, voor zover dit misdrijf wordt bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 140septies, § 1, derde en vierde streepje, en van die aard is dat het financieel gewin kan opleveren, en in artikel 141;

c) in de artikelen 162, 163, 173, 180 en 186;

d) in de artikelen 246 tot 250;

e) in de artikelen 379 of 380 en 383bis;

f) in de artikelen 433quinquies tot 433octies, 433undecies en 433duodecies;

g) in de artikelen 504bis en 504ter;

h) in artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1° ;

i) in artikel 2bis, § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, voor zover de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of in artikel 2bis, § 3, b), of § 4, b);

- j) in artikel 2quater, 4°, van dezelfde wet;
- k) in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- l) in artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;
 - 2° ofwel aan de misdrijven bedoeld in artikel 324ter;
 - 3° ofwel aan een of meer van de hieronder bedoelde misdrijven wanneer die zijn gepleegd in het kader van een criminele organisatie zoals gedefinieerd in artikel 324bis :
 - a) in de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;
 - b) in artikel 475;
 - c) in artikel 477 tot 477sexies of artikel 488bis;
 - d) in artikel 8 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;
 - e) in de artikelen 1 en 8 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, beta-adrenergische, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatoire werking, voor de misdrijven waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, straffen worden gesteld;
 - 4° ofwel aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.";
 - b) in paragraaf 2 worden de woorden "identieke feiten," vervangen door de woorden "misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in paragraaf 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkene is veroordeeld";
 - c) in paragraaf 3 wordt het derde lid opgeheven.

Gewijzigd bij wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensden, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek

In artikel 43quater, § 3, tweede lid, in fine, van het hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 18 maart 2018, worden de woorden "identieke feiten" vervangen door de woorden "misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in § 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkene is veroordeeld".

Huidig recht

§ 1. Onverminderd artikel 43bis, derde en vierde lid, kunnen op vordering van de procureur des Konings de in paragraaf 2 bedoelde vermogensvoordelen, de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld, en de inkomsten uit de belegde voordelen, die worden gevonden in het vermogen of in het bezit van een persoon worden verbeurdverklaard, of kan die persoon worden veroordeeld tot de betaling van een bedrag dat door de rechter wordt geraamd als zijnde overeenstemmend met de waarde van deze zaken indien de betrokkene schuldig werd bevonden:

- 1° ofwel aan een of meer misdrijven bedoeld :
 - a) in de artikelen 136sexies en 136septies, 1° ;
 - b) in artikel 137, voor zover deze misdrijven worden bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 138, § 1, 4° tot 10°, en van dien aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel

140, voor zover deze misdaad of dit wanbedrijf van dien aard is dat het financieel gewin kan opleveren, in de artikelen 140bis tot 140sexies, voor zover deze misdrijven van die aard zijn dat zij financieel gewin kunnen opleveren, in artikel 140septies, voor zover dit misdrijf wordt bestraft met een van de straffen bedoeld in artikel 140septies, § 1, derde en vierde streepje, en van die aard is dat het financieel gewin kan opleveren, en in artikel 141;

c) in de artikelen 162, 163, 173, 180 en 186;

d) in de artikelen 246 tot 250;

e) in de artikelen 379 of 380 en 383bis;

f) in de artikelen 433quinquies tot 433octies, 433undecies en 433duodecies;

g) in de artikelen 504bis en 504ter;

h) in artikel 505, met uitzondering van de zaken die gedekt zijn door artikel 42, 1° ;

i) in artikel 2bis, § 1, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, voor zover de feiten betrekking hebben op de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, de verkoop of het te koop stellen van de in dat artikel bedoelde middelen en stoffen, of in artikel 2bis, § 3, b), of § 4, b);

j) in artikel 2quater, 4°, van dezelfde wet;

k) in de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

l) in artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking; 2° ofwel aan de misdrijven bedoeld in artikel 324ter; 3° ofwel aan een of meer van de hieronder bedoelde misdrijven wanneer die zijn gepleegd in het kader van een criminele organisatie zoals gedefinieerd in artikel 324bis :

a) in de artikelen 468, 469, 470, 471 of 472;

b) in artikel 475;

c) in artikel 477 tot 477sexies of artikel 488bis;

d) in artikel 8 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

e) in de artikelen 1 en 8 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, beta-adrenergische, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatoire werking, voor de misdrijven waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen, straffen worden gesteld;

4° ofwel aan meerdere strafbare feiten die gezamenlijk worden vervolgd, en waarvan de ernst, de finaliteit en de onderlinge afstemming, de rechtbank toelaat zeker en noodzakelijk te besluiten dat deze feiten werden gepleegd in het kader van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.

§ 2. De verbeurdverklaring zoals bedoeld in § 1 kan worden uitgesproken tegen de daders, mededaders en medeplichtigen die werden veroordeeld wegens één of meerdere van de in dit artikel opgesomde misdrijven en onder de in § 1 bepaalde voorwaarden, wanneer de veroordeelde over een relevante periode verdere vermogensvoordelen heeft ontvangen terwijl er ernstige en concrete aanwijzingen zijn dat deze voordelen voortspruiten, uit het misdrijf waarvoor hij werd veroordeeld, of uit misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in paragraaf 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkene is veroordeeld en de veroordeelde het tegendeel niet geloofwaardig maakt.

Dit tegendeel kan tevens geloofwaardig gemaakt worden door elke derde die beweert recht te hebben op deze voordelen.

§ 3. Als relevante periode in de zin van dit artikel wordt aanzien de periode van vijf jaar voorafgaand aan de inverdenkingstelling van de persoon tot de datum van de uitspraak. De ernstige en concrete aanwijzingen bedoeld in § 2 kunnen worden geput uit alle geloofwaardige elementen die op regelmatige wijze aan de rechtbank worden overlegd, en die wijzen op een onevenwicht van enig belang tussen enerzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in de relevante periode die door het openbaar ministerie wordt aangetoond, en anderzijds de tijdelijke of blijvende aangroei van het vermogen en de bestedingen van de veroordeelde in deze periode, waarvan hij kan geloofwaardig maken dat ze niet voortspuiten uit de feiten waarvoor hij werd veroordeeld of uit misdrijven die, rechtstreeks of onrechtstreeks, aanleiding kunnen geven tot een economisch voordeel voor zover zij voorkomen in dezelfde rubriek, bepaald in § 1, als het misdrijf waarvoor de betrokkene is veroordeeld. Wanneer de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring in de zin van dit artikel oplegt, kan zijn beslissen geen rekening te houden met een door haar te bepalen deel van de relevante periode of met door haar te bepalen inkomsten, goederen en waarden, indien zij zulks gepast acht om de veroordeelde niet te onderwerpen aan een onredelijk zware straf.

§ 4. Het vermogen dat ter beschikking staat van een criminele organisatie moet verbeurd verklaard worden, onder voorbehoud van de rechten van derden te goeder trouw.

Artikel 51

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Strafbare poging bestaat, wanneer het voornemen om een misdaad of een wanbedrijf te plegen zich heeft geopenbaard door uitwendige daden die een begin van uitvoering van die misdaad of van dat wanbedrijf uitmaken en alleen ten gevolge van omstandigheden, van de wil van de dader onafhankelijk, zijn gestaakt of hun uitwerking hebben gemist.

Artikel 52

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Poging tot misdaad wordt gestraft met de straf die, overeenkomstig de artikelen 80 en 81, onmiddellijk lager is dan die gesteld op de misdaad zelf. De pogingen tot misdaden die strafbaar zijn met levenslange opsluiting of levenslange hechtenis worden echter respectievelijk gestraft met twintig jaar tot dertig jaar opsluiting of met twintig jaar tot dertig jaar hechtenis.

Artikel 53

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De wet bepaalt in welke gevallen en met welke straffen poging tot wanbedrijf wordt gestraft.

Artikel 66

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Als daders van een misdaad of een wanbedrijf worden gestraft :
Zij die de misdaad of het wanbedrijf hebben uitgevoerd of aan de uitvoering rechtstreeks hebben meegewerkt;
Zij die door enige daad tot de uitvoering zodanige hulp hebben verleend dat de misdaad of het wanbedrijf zonder hun bijstand niet had kunnen worden gepleegd;

Zij die, door giften, beloften, bedreigingen, misbruik van gezag of van macht, misdadige kuiperijen of arglistigheden, de misdaad of het wanbedrijf rechtstreeks hebben uitgelokt; Zij die, het zij door woorden in openbare bijeenkomsten of plaatsen gesproken, hetzij door enigerlei geschrift, drukwerk, prent of zinnebeeld, aangeplakt, rondgedeeld of verkocht, te koop geboden of openlijk tentoongesteld, het plegen van het feit rechtstreeks hebben uitgelokt, onverminderd de straffen die bij de wet bepaald zijn tegen daders van aanzetting tot misdaden of wanbedrijven, zelfs voor het geval dat die aanzetting zonder gevolg is gebleven.

Artikel 67

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Als medeplichtigen aan een misdaad of een wanbedrijf worden gestraft : Zij die onderrichtingen hebben gegeven om de misdaad of het wanbedrijf te plegen; Zij die wapens, werktuigen of enig ander middel hebben verschaft, die tot de misdaad of het wanbedrijf hebben gediend, wetende dat ze daartoe zouden dienen; Zij die, buiten het geval van artikel 66, § 3, met hun weten de dader of de daders hebben geholpen of bijgestaan in daden die de misdaad of het wanbedrijf hebben voorbereid, vergemakkelijkt of voltooid.

Artikel 68

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Zij die, bekend met het misdadig gedrag van boosdoeners die roverijen plegen of gewelddaden tegen de veiligheid van de Staat, tegen de openbare rust, tegen personen of eigendommen, er een gewoonte van maken hun een onderdak, een schuilplaats of een vergaderplaats te verschaffen, worden als hun medeplichtigen gestraft.

Artikel 69

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Medeplichtigen aan een misdaad worden gestraft met de straf die, overeenkomstig de artikelen 80 en 81 van dit wetboek, onmiddellijk lager is dan die waarmee zij als daders van die misdaad zouden worden gestraft. Zij worden echter gestraft met twintig jaar tot dertig jaar opsluiting of twintig jaar tot dertig jaar hechtenis indien zij medeplichtig waren aan een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting of met levenslange hechtenis. De straf tegen medeplichtigen aan een wanbedrijf zal niet hoger zijn dan twee derden van die welke op hen zou worden toegepast, indien zij de daders van dat wanbedrijf waren.

Artikel 80

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Levenslange opsluiting wordt vervangen door tijdelijke opsluiting of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste veertig jaar.

Opsluiting van dertig jaar tot veertig jaar door opsluiting van achtendertig jaar of voor een kortere termijn, of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste achtendertig jaar.

Opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar door opsluiting van achtentwintig jaar of voor een kortere termijn, of door gevangenisstraf van ten minste drie jaar en van ten hoogste achtentwintig jaar.

Opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende vijf jaar tot tien jaar of door gevangenisstraf van ten minste één jaar en van ten hoogste vijftien jaar.

Opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar of door gevangenisstraf van ten minste zes maanden en van ten hoogste tien jaar.

Opsluiting van vijf jaar tot tien jaar door gevangenisstraf van ten minste één maand en van ten hoogste vijf jaar.

Artikel 92

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Behoudens straffen met betrekking tot misdrijven zoals bepaald in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater, die onverjaarbaar zijn, verjaren correctionele straffen door verloop van vijf jaren, te rekenen van de dagtekening van het arrest of van het in laatste aanleg gewezen vonnis, of te rekenen van de dag waarop het in eerste aanleg gewezen vonnis niet meer kan worden bestreden bij wege van hoger beroep. Indien de uitgesproken straf drie jaar te boven gaat, is de verjaringstermijn tien jaren.

Artikel 193

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Valsheid in (geschriften, informatica of in telegrammen), met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft overeenkomstig de volgende artikelen.

Artikel 194

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn bediening valsheid pleegt, Hetzij door valse handtekeningen, Hetzij door vervalsing van akten, geschriften of handtekeningen, Hetzij door onderschuiving van personen, Hetzij door geschriften, in openbare registers of andere openbare akten na het opmaken of het afsluiten ervan gesteld of ingevoegd, Wordt gestraft met (opsluiting) van tien jaar tot vijftien jaar.

Artikel 195

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar die bij het opmaken van akten van zijn ambt het wezen of de omstandigheden ervan vervalst, Hetzij door andere overeenkomsten te schrijven dan die welke de partijen hebben opgegeven of gedictieerd, Hetzij door als waar op te nemen, feiten die het niet zijn.

Artikel 196

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar worden gestraft de andere personen die in authentieke en openbare geschriften valsheid plegen en alle personen die in handels- of bankgeschriften of in private geschriften valsheid plegen,
Hetzij door valse handtekeningen,
Hetzij door namaking of vervalsing van geschriften of handtekeningen,
Hetzij door overeenkomsten, beschikkingen, verbintenissen of schuldbevrijdingen valselijk op te maken of achteraf in de akten in te voegen,
Hetzij door toevoeging of vervalsing van bedingen, verklaringen of feiten die deze akten ten doel hadden op te nemen of vast te stellen.

Artikel 197

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

In alle gevallen in deze afdeling vermeld, wordt hij die gebruik maakt van de valse akte of van het valse stuk, gestraft alsof hij de dader van de valsheid was.

Artikel 240

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met geldboete van 500 euro tot 100 000 euro wordt gestraft iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die openbare of private gelden, geldswaardige papieren, stukken, effecten, akten, roerende zaken verduistert, welke hij uit kracht of uit hoofde van zijn ambt onder zich heeft.

Artikel 245

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Iedere persoon die een openbaar ambt uitoefent, die, hetzij rechtstreeks, hetzij door tussenpersonen of door schijnhandelingen, enig belang, welk het ook zij, neemt of aanvaardt in de verrichtingen, aanbestedingen, aannemingen of werken in regie waarover hij ten tijde van de handeling geheel of ten dele het beheer of het toezicht had, of die, belast met de ordonnanciering van de betaling of de vereffening van een zaak, daarin enig belang neemt, wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar, en met geldboete van 100 euro tot 50 000 euro of met één van die straffen en hij kan bovendien, overeenkomstig artikel 33, worden veroordeeld tot ontzetting van het recht om openbare ambten, bedieningen of betrekkingen te vervullen. De voorafgaande bepaling is niet toepasselijk op hem die in de gegeven omstandigheden zijn private belangen door zijn betrekking niet kon bevorderen en openlijk heeft gehandeld.

Artikel 246

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Passieve omkoping bestaat in het feit dat een persoon die een openbaar ambt uitoefent, rechtstreeks of door tussenpersonen, voor zichzelf of voor een derde, een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook vraagt, aanneemt of ontvangt om een van de in artikel 247

bedoelde gedragingen aan te nemen.
§ 2. Actieve omkoping bestaat in het rechtstreeks of door tussenpersonen voorstellen aan een persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een aanbod, een belofte of een voordeel van welke aard dan ook voor zichzelf of voor een derde om een van de in artikel 247 bedoelde gedragingen aan te nemen.
§ 3. Met een persoon die een openbaar ambt uitoefent in de zin van dit artikel wordt gelijkgesteld elke persoon die zich kandidaat heeft gesteld voor een dergelijk ambt, die doet geloven een dergelijk ambt te zullen uitoefenen of die, door gebruik te maken van valse hoedanigheden, doet geloven een dergelijk ambt uit te oefenen.

Artikel 247

Artikel november 2017

§ 1. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro of één van die straffen. Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro of één van die straffen.

§ 2. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een onrechtmatige handeling naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt of het nalaten van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval dat voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Ingeval de omgekochte persoon de onrechtmatige handeling heeft verricht of nagelaten heeft een handeling te verrichten die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

§ 3. Indien de omkoping het plegen door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een misdaad of een wanbedrijf naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 4. Indien de omkoping het gebruik tot doel heeft door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van de echte of vermeende invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikt om een handeling van een openbare overheid of een openbaar bestuur of het nalaten van die handeling te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien de omgekochte persoon de invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikte, effectief heeft aangewend, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 247 van het Strafwetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro";

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar";

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro";

7° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "van zes maanden tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

8° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "van zes maanden tot twee jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

9° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar en met een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro".

Huidig artikel

§ 1. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een rechtmatige maar niet aan betaling onderworpen handeling van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro of één van die straffen.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro of één van die straffen.

§ 2. Indien de omkoping het verrichten door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een onrechtmatige handeling naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt of het nalaten van een handeling die tot zijn ambtsplichten behoort tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro].

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval dat voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf 1 van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Ingeval de omgekochte persoon de onrechtmatige handeling heeft verricht of nagelaten heeft een handeling te verrichten die tot zijn ambtsplichten behoort, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar]1 en met geldboete van 100 [euro] tot 75 000 euro.

§ 3. Indien de omkoping het plegen door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van een misdaad of een wanbedrijf naar aanleiding van de uitoefening van zijn ambt tot doel heeft, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 4. Indien de omkoping het gebruik tot doel heeft door de persoon die een openbaar ambt uitoefent, van de echte of vermeende invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikt om een handeling van een openbare overheid of een openbaar bestuur of het nalaten van die handeling te verkrijgen, is de straf een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar¹ en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar¹ en een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro.

Indien de omgekochte persoon de invloed waarover hij uit hoofde van zijn ambt beschikte, effectief heeft aangewend, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar en met geldboete van 100 euro tot 75 000 euro.

Artikel 248

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Wanneer de feiten bedoeld in de artikelen 246 en 247, §§ 1 tot 3, een politieambtenaar, een persoon met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of een lid van het openbaar ministerie betreffen, worden de omkoper en de omgekochte gestraft met een straf waarvan het maximum wordt gebracht op het dubbele van de straf die in artikel 247 voor de feiten is bepaald.

Artikel 249

Artikel november 2017

§ 1. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een arbiter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 2. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechterassessor of een gezworene betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 3. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "van een jaar tot drie jaar" vervangen door de woorden "van een jaar tot vier jaar";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van twee jaar tot vijf jaar" vervangen door de woorden "van drie jaar tot vijf jaar".

Huidig artikel

§ 1. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een arbiter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en een geldboete van 100 euro tot 50 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf een gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 2. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechterassessor of een gezworene betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf een gevangenisstraf van drie jaar tot vijf jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

§ 3. Indien de in artikel 246 bepaalde omkoping een rechter betreft en betrekking heeft op een handeling die behoort tot zijn rechtsprekend ambt, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Indien, in het geval bepaald in het vorige lid, de vraag bedoeld in artikel 246, § 1, gevolgd wordt door een voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, evenals ingeval het voorstel bedoeld in artikel 246, § 2, aangenomen wordt, is de straf opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en een geldboete van 500 euro tot 100 000 euro.

Artikel 250

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Indien de in de artikelen 246 tot 249 bepaalde omkoping een persoon betreft die een openbaar ambt uitoefent in een vreemde Staat of in een internationale publiekrechtelijke organisatie, worden het minimum van de geldboetes verdrievoudigd en het maximum van de geldboetes vervijfvoudigd.

Artikel 322

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Elke vereniging met het oogmerk om een aanslag te plegen op personen of op eigendommen, is een misdad of een wanbedrijf, bestaande door het enkel feit van het inrichten der bende.

Artikel 323

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Indien de vereniging tot doel heeft gehad misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn, worden de aanstokers tot die vereniging, de hoofden van die bende en degenen die daarin enig bevel hebben gevoerd, gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar. Zij worden gestraft met gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar, indien de vereniging is opgericht om andere misdaden te plegen, en met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar, indien de vereniging is opgericht om wanbedrijven te plegen.

Artikel 324

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Alle andere personen die van de vereniging deel uitmaken en zij die wetens en willens aan de bende of aan haar afdelingen wapens, munitie, werktuigen tot het plegen van misdaden, een onderdak, een schuilplaats of een vergaderplaats verschaffen, worden gestraft : In het eerste geval van het vorige artikel, met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar; In het tweede geval, met gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar; En in het derde, met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar.

Artikel 324bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met criminele organisatie wordt bedoeld iedere gestructureerde vereniging van meer dan twee personen die duurt in de tijd, met als oogmerk het in onderling overleg plegen van misdaden en wanbedrijven die strafbaar zijn met gevangenisstraf van drie jaar of een zwaardere straf, om direct of indirect vermogensvoordelen te verkrijgen, (...).

Een organisatie waarvan het feitelijke oogmerk uitsluitend politiek, vak organisatorisch, menslievend, levensbeschouwelijk of godsdienstig is of die uitsluitend elk ander rechtmatig oogmerk nastreeft, kan als zodanig niet beschouwd worden als een criminele organisatie zoals omschreven in het eerste lid.

Artikel 324ter

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Wanneer de criminele organisatie gebruik maakt van intimidatie, bedreiging, geweld, listige kunstgrepen of corruptie, of commerciële of andere structuren aanwendt om het plegen van de misdrijven te verbergen of te vergemakkelijken, wordt iedere persoon die wetens en willens daarbij betrokken is, gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfduizend euro of met een van die straffen alleen, ook al heeft hij niet de bedoeling een misdrijf in het raam van die organisatie te plegen of daaraan deel te nemen op één van de in de artikelen 66 tot 69 bedoelde wijzen.

§ 2. Ieder persoon die deelneemt aan de voorbereiding of de uitvoering van enige geoorloofde activiteit van die criminele organisatie, terwijl hij weet dat zijn deelneming bijdraagt tot de oogmerken van deze criminele organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis, wordt gestraft met gevangenisstraf van één jaar tot drie jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfduizend euro of met een van die straffen alleen.

§ 3. Iedere persoon die deelneemt aan het nemen van welke beslissing dan ook in het raam van de activiteiten van de criminele organisatie, terwijl hij weet dat zijn deelneming bijdraagt tot de oogmerken van deze criminele organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis, wordt gestraft met

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en met een geldboete van vijfhonderd euro tot honderdduizend euro of met een van die straffen alleen.

§ 4. Iedere leidend persoon van de criminele organisatie wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en met geldboete van duizend euro tot tweehonderdduizend euro of met een van die straffen alleen.

Artikel 325

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De schuldigen die tot gevangenisstraf worden veroordeeld op grond van de artikelen 323, 324 en 324ter, kunnen bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 461

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die een zaak die hem niet toebehoort, bedrieglijk wegneemt, is schuldig aan diefstal. Met diefstal wordt gelijkgesteld het bedrieglijk wegnemen van andermans goed voor een kortstondig gebruik.

Artikel 463

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Diefstallen, in dit hoofdstuk niet nader omschreven, worden gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

In het geval bedoeld bij artikel 461, tweede lid, bedraagt de gevangenisstraf echter niet meer dan drie jaren.

Het minimum van de straf bedraagt drie maanden gevangenisstraf en vijftig euro geldboete wanneer de diefstal werd gepleegd ten nadele van een persoon van wie de bijzonder kwetsbare toestand ten gevolge van de leeftijd, zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk was of de dader bekend was.

Artikel 465

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

In de gevallen van de vorige artikelen kunnen de schuldigen bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 466

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Poging tot een van de diefstallen, in de vorige artikelen vermeld, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot driehonderd euro.

Artikel 491

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die ten nadele van een ander goederen, gelden, koopwaren, biljetten, kwijtingen, geschriften van om het even welke aard, die een verbintenis of een schuldbevrijding inhouden of teweegbrengen en die hem overhandigd zijn onder verplichting om ze terug te geven of ze voor een bepaald doel te gebruiken of aan te wenden, bedrieglijk verduistert of verspilt, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot vijfhonderd euro.

De schuldige kan bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 492bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van honderd euro tot vijfhonderdduizend euro worden gestraft de bestuurders, in feite of in rechte, van burgerlijke en handelsvennootschappen, alsook van verenigingen zonder winstoogmerk, die met bedrieglijk opzet en voor persoonlijke rechtstreekse of indirecte doeleinden gebruik hebben gemaakt van de goederen of van het krediet van de rechtspersoon, hoewel zij wisten dat zulks op betekenisvolle wijze in het nadeel was van de vermogensbelangen van de rechtspersoon en van die van zijn schuldeisers of vennoten.

De schuldigen kunnen daarenboven veroordeeld worden tot ontzetting van hun rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 496

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Hij die, met het oogmerk om zich een zaak toe te eigenen die aan een ander toebehoort, zich gelden, roerende goederen, verbintenissen, kwijtingen, schuldbevrijdingen doet afgeven of leveren, hetzij door het gebruik maken van valse namen of valse hoedanigheden, hetzij door het aanwenden van listige kunstgrepen om te doen geloven aan het bestaan van valse ondernemingen, van een denkbeeldige macht of van een denkbeeldig krediet, om een goede afloop, een ongeval of enige andere hersenschimmige gebeurtenis te doen verwachten of te doen vrezen of om op andere wijze misbruik te maken van het vertrouwen of van de lichtgelovigheid, wordt gestraft met gevangenisstraf van een maand tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot drieduizend euro.

Indien de in het eerste lid bedoelde feiten zijn gepleegd ten nadele van een persoon van wie de kwetsbare toestand ten gevolge van de leeftijd, zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid duidelijk was of de dader bekend was, wordt deze gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot drieduizend euro.

Poging tot het wanbedrijf omschreven in het eerste lid wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tweeduizend euro.

In de gevallen in de vorige leden omschreven kan de schuldige bovendien worden veroordeeld tot ontzetting van rechten overeenkomstig artikel 33.

Artikel 505

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot honderdduizend euro of met een van die straffen alleen worden gestraft :

1° zij die weggenomen, verduisterde of door misdaad of wanbedrijf verkregen zaken of een gedeelte ervan helen;

2° zij die zaken bedoeld in artikel 42, 3°, kopen, ruilen of om niet ontvangen, bezitten, bewaren of beheren, ofschoon zij op het ogenblik van de aanvang van deze handelingen, de oorsprong van die zaken kenden of moesten kennen;

3° zij die de zaken, bedoeld in artikel 42, 3°, omzetten of overdragen met de bedoeling de illegale herkomst ervan te verbergen of te verdoezelen of een persoon die betrokken is bij een misdrijf waaruit deze zaken voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;

4° zij die de aard, oorsprong, vindplaats, vervreemding, verplaatsing of eigendom van de in artikel 42, 3°, bedoelde zaken verhelen of verhullen, ofschoon zij op het ogenblik van de aanvang van deze handelingen de oorsprong van die zaken kenden of moesten kennen.

De in het eerste lid, 3° en 4°, genoemde misdrijven bestaan, indien de dader ervan ook dader, mededader van of medeplichtige is aan het misdrijf waaruit de zaken genoemd in artikel 42, 3°, voortkomen. De in het eerste lid, 1° en 2°, genoemde misdrijven bestaan, ook indien de dader ervan eveneens de dader, mededader van of medeplichtige is aan het misdrijf waaruit de zaken genoemd in artikel 42, 3°, voortkomen, wanneer dit misdrijf in het buitenland is gepleegd en in België niet kan worden vervolgd.

Behalve ten aanzien van de dader, de mededader en de medeplichtige van het misdrijf dat de zaken bedoeld in artikel 42, 3°, heeft opgeleverd, hebben op fiscaal vlak de misdrijven bedoeld in het eerste lid, 2° en 4°, uitsluitend betrekking op feiten gepleegd in het raam van ernstige fiscale fraude, al dan niet georganiseerd.

De in de artikelen 2, 2bis en 2ter van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme beoogde instellingen en personen kunnen zich op het vorige lid beroepen voor zover zij zich, ten aanzien van de beoogde feiten, hebben geconformeerd aan de voorziene verplichting van artikel 28 van de wet van 11 januari 1993 die de wijze van informatieverstrekking aan de Cel voor financiële informatieverwerking regelt.

De zaken bedoeld in het eerste lid, 1° van dit artikel maken het voorwerp uit van het misdrijf dat gedekt is door deze bepaling, in de zin van artikel 42, 1°, en zij worden verbeurdverklaard, ook indien zij geen eigendom zijn van de veroordeelde, zonder dat deze straf nochtans de rechten van derden op de goederen die het voorwerp kunnen uitmaken van de verbeurd verklaring, schaadt. De in het eerste lid, 3° en 4°, bedoelde zaken zijn het voorwerp van de door deze bepalingen bedoelde misdrijven in de zin van artikel 42, 1°, en worden verbeurd verklaard ten aanzien van alle daders, mededaders of medeplichtigen van die misdrijven, ook al heeft de veroordeelde die zaken niet in eigendom. Die straf mag evenwel geen schade berokkenen aan de rechten die derden op de voor verbeurdverklaring vatbare goederen kunnen doen gelden. Zo die zaken niet in het vermogen van de veroordeelde kunnen worden aangetroffen, gaat de rechter over tot een raming van de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een daarmee overeenstemmend geldbedrag. In dat geval kan de rechter dat bedrag evenwel verminderen teneinde de veroordeelde geen onredelijk zware straf op te leggen.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde zaken zijn het voorwerp van het door deze bepaling bedoeld misdrijf in de zin van artikel 42, 1°, en worden verbeurd verklaard ten aanzien van alle daders, mededaders of medeplichtigen van die misdrijven, ook al heeft de veroordeelde die zaken niet in bezit. Daarbij mag die straf geen schade berokkenen aan de rechten die derden op de voor verbeurdverklaring vatbare goederen kunnen doen gelden. Zo die zaken niet in het vermogen van de veroordeelde kunnen worden aangetroffen, gaat de rechter over tot een raming van de geldwaarde ervan en heeft de verbeurdverklaring betrekking op een geldbedrag dat in verhouding staat tot de mate waarin de veroordeelde bij het misdrijf betrokken was. Poging tot een van de misdrijven bedoeld in 2°, 3° en 4° van dit artikel wordt bestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig [euro] tot vijftigduizend [euro] of met een van die straffen alleen.

De personen die krachtens deze bepalingen worden gestraft, kunnen bovendien veroordeeld worden tot ontzetting, overeenkomstig artikel 33.

B. Andere relevante strafrechtelijke bepalingen

(i) Koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen

Artikel 1

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

Elke verklaring afgelegd in verband met een aanvraag tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat, een andere publiekrechtelijke rechtspersoon, van de Europese Gemeenschap of een andere internationale instelling is, of geheel of gedeeltelijk bestaat uit openbare gelden, moet oprecht en volledig zijn. Hij die weet of moest weten dat hij geen recht meer heeft op het gehele bedrag van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in het eerste lid, is verplicht dit te verklaren.

Artikel 2

Artikel november 2017

§ 1. Hij die geen verklaring, bedoeld in artikel 1, tweede lid, heeft afgelegd en die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, of een gedeelte daarvan, aanvaardt of behoudt, wetende dat hij daarop geen of slechts gedeeltelijk recht heeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftienduizend frank.

§ 2. Hij die wetens en willens een onjuiste of onvolledige verklaring aflegt in verband met een aanvraag, tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank.

§ 3. Hij die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, aanwendt voor andere doeleinden dan die waarvoor ze werd bekomen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank.

§ 4. Hij die, ten gevolge van een verklaring, bedoeld in § 2, een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, ontvangt of behoudt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank.

§ 5. De straffen gesteld in de vorige paragrafen worden verdubbeld indien een overtreding van één van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens één van die strafbare feiten dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Gewijzigd bij Wet van 17 februari 2021 houdende diverse bepalingen inzake justitie

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, vervangen bij de wet van 7 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van acht dagen tot een jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "van zes maanden tot drie jaar" vervangen door de woorden "van zes maanden tot vier jaar".

Huidig artikel

§ 1. Hij die geen verklaring, bedoeld in artikel 1, tweede lid, heeft afgelegd en die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, of een gedeelte daarvan, aanvaardt of behoudt, wetende dat hij daarop geen of slechts gedeeltelijk recht heeft, wordt gestraft met een gevangenisstraf van 6 maanden tot vier jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftienduizend frank.

§ 2. Hij die wetens en willens een onjuiste of onvolledige verklaring aflegt in verband met een aanvraag, tot het bekomen of behouden van een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vier jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank.

§ 3. Hij die een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, aanwendt voor andere doeleinden dan die waarvoor ze werd bekomen, wordt gestraft met een gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank.

§ 4. Hij die, ten gevolge van een verklaring, bedoeld in § 2, een subsidie, vergoeding of toelage, bedoeld in artikel 1, ontvangt of behoudt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en een geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank.

§ 5. De straffen gesteld in de vorige paragrafen worden verdubbeld indien een overtreding van één van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak van een vonnis of een arrest houdende veroordeling wegens één van die strafbare feiten dat in kracht van gewijsde is gegaan.

Artikel 2bis

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De natuurlijke- en rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek burgerlijk verantwoordelijk zijn voor de schadevergoeding, de intresten en de kosten, zijn eveneens verantwoordelijk voor de betaling van de geldboeten.

Artikel 3

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De teruggave van de ten onrechte betaalde sommen wordt ambtshalve bevolen door de rechtbank bij welke de vervolging aanhangig is gemaakt.

Artikel 4

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De teruggave van de ten onrechte betaalde sommen wordt ambtshalve bevolen door de rechtbank bij welke de vervolging aanhangig is gemaakt.

(ii) Koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

Artikel 77

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De volgende tuchtstraffen kunnen worden uitgesproken :

1° de terechtwijzing ;

2° de inhouding van wedde ;

3° de verplaatsing bij tuchtmaatregel ;

4° het ontslag van ambtswege;
5° de afzetting.

De inhouding van wedde wordt toegepast gedurende ten minste één maand en ten hoogste zesendertig maanden en mag niet hoger liggen dan die welke bepaald is in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon van de werknemers.

De bij tuchtmaatregel verplaatste ambtenaar kan op zijn aanvraag geen nieuwe aanwijzing noch overplaatsing bekomen gedurende de termijn die voor de uitwissing van zijn tuchtstraf is bepaald.

C. Loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises (LGDA)²

Art. 115, § 1^{er} LGDA

Au 20 novembre 2017

Toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau de départ est punie des mêmes peines que si les marchandises étaient déclarées en consommation.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

Toute fausse déclaration de transit reconnue au bureau de départ, lorsque l'intention frauduleuse est avérée, est punie des peines prévues, suivant le cas, par les articles 220 à 225, 227, 229 et 230 ou par l'article 231.

Art. 202 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1er. Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette d'impôts, que par suite d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives, les droits ou les droits d'accises légalement dus sur des marchandises déclarées n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

§ 2. Les personnes visées au § 1er sont punies d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits. En cas de récidive, elles sont en outre punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Lorsque, postérieurement à la clôture du certificat de vérification, les agents établissent, dans le délai de trois ans à compter de la date de la prise en compte du montant primitivement exigé du redevable, ou, s'il n'y a pas eu de prise en compte, à compter de la date de la naissance de la dette

² **Art. 281/2 LGDA** Les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris l'article 85, à l'exception cependant de l'article 68, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi et les lois spéciales en matière de douane et accises. Le Livre premier du Code pénal inclut l'article 2 énoncé ci-dessus concernant l'application dans le temps du droit pénal.

d'impôts, que par suite d'un acte passible de poursuites judiciaires répressives, les droits ou les droits d'accises légalement dus sur des marchandises déclarées n'ont pas été ou n'ont pas été intégralement perçus, les droits ou les droits d'accise éludés doivent être payés par le redevable de ces droits, soit à titre principal, soit à titre subsidiaire, ou par ses ayants droit.

§ 2. Les personnes visées au § 1er sont punies d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits. En cas de récidive, elles sont en outre punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

§ 3. Lorsque les personnes visées au § 1er ont commis l'infraction dans une intention frauduleuse, elles sont punies en outre d'un emprisonnement de huit jours à un mois.

Lorsque les personnes visées au § 1er ont commis l'infraction avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, elles sont punies d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 220 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1er. Tout capitaine de navire ou patron d'une embarcation quelconque, tout transporteur, conducteur, porteur, et tous autres individus, qui, à l'entrée ou à la sortie, tenteraient d'éviter de faire, soit au premier, soit à tout autre bureau où cela devrait avoir lieu, les déclarations requises, et chercheraient ainsi à frauder les droits du Trésor, tout individu chez lequel on aura trouvé un dépôt prohibé par les lois en vigueur, seront punis d'un emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus.

§ 2. Celui qui commet les infractions définies au § 1er dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et que ces infractions soit sont commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, soit ont ou auraient gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne et celui qui se trouve en situation de récidive sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Tout capitaine de navire ou patron d'une embarcation quelconque, tout transporteur, conducteur, porteur, et tous autres individus, qui, à l'entrée ou à la sortie, tenteraient d'éviter de faire, soit au premier, soit à tout autre bureau où cela devrait avoir lieu, les déclarations requises, et chercheraient ainsi à frauder les droits du Trésor, tout individu chez lequel on aura trouvé un dépôt prohibé par les lois en vigueur, seront punis d'un emprisonnement de quatre mois au moins et d'un an au plus.

§ 2. Celui qui commet les infractions définies au § 1er dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire et que ces infractions soit sont commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, soit ont ou auraient gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne et celui qui se trouve en situation de récidive sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 236 LGDA³

§ 1er. Toute marchandise, présentée à la visite ou vérification par suite de documents obtenus à cet effet déclaration de mise à la consommation, ou autres, et qui, par sa confrontation avec le contenu du document, sera reconnue avoir été déclarée sous une fausse dénomination, c'est-à-dire en indiquant une espèce pour une autre, sera saisie et confisquée.

§ 2. En cas d'exportation de marchandises d'accise, celui qui aura fait la déclaration encourra, en outre, [une amende comprise entre cinq et dix fois la somme] dont il aura tenté d'obtenir frauduleusement la décharge.

Art. 237 LGDA⁴

Seront de mêmes saisies et confisquées la partie ou les parties de marchandises lesquelles, seront reconnues, par suite de la confrontation mentionnée à l'article 236, n'avoir été déclarées qu'en partie, quoique du reste sous leur véritable dénomination.

Art. 256 LGDA

Au 20 novembre 2017

§ 1^{er}. Sont punis d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits fraudés sans que celle-ci puisse être inférieure à 250 EUR :

1° tout emploi d'une marchandise étrangère, dans des conditions autres que l'usage spécial qu'elle devait recevoir suivant déclaration faite à l'administration lors de l'importation définitive et qui a justifié l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été appliqué si l'usage réel qui en serait fait eut été connu de la douane

2° toute opération ayant pour but d'enlever ou de rendre à ladite marchandise les caractéristiques ou les propriétés à la présence ou à l'absence desquelles était subordonné, au moment de l'importation définitive, l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été accordé en cas d'absence ou de présence desdites caractéristiques ou propriétés.

Les droits fraudés sont dus en sus.

³ Les articles 236 LGDA (fausse dénomination) et 237 LGDA (déclaration incomplète - excédents) constituent en infractions pénales des actes ou omissions visés par l'article 3, § 2, c), i), de la directive (UE) 2017/1371 (utilisation ou présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet la diminution illégale de ressources du budget de l'Union ou des budgets gérés par l'Union ou pour son compte).

En ce qui concerne la sanction, les articles précités ne portent que la peine de confiscation des marchandises présentée à la visite ou vérification par suite de documents obtenus à cet effet, déclaration de mise à la consommation, ou autres, et reconnues avoir été déclarées sous une fausse dénomination par leur confrontation avec le contenu du document (article 236 LGDA), ou la peine de confiscation des marchandises reconnues, par suite de la confrontation précédemment mentionnée, n'avoir été déclarées qu'en partie, quoique sous leur véritable dénomination (article 237 LGDA).

La peine personnelle d'emprisonnement correspondante est quant à elle portée par l'article 259 LGDA (documents faux, incomplets ou inexacts dans l'intention de tromper la douane).

L'article 259 LGDA punit le contrevenant d'un emprisonnement de huit à trente jours, et, lorsque le contrevenant a gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

⁴ Cf. note de bas de page n° 2.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Sont punis d'une amende comprise entre cinq et dix fois les droits fraudés sans que celle-ci puisse être inférieure à 250 euros :

1° tout emploi d'une marchandise étrangère, dans des conditions autres que l'usage spécial qu'elle devait recevoir suivant la déclaration faite à l'administration lors de l'importation définitive et qui a justifié l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été appliqué si l'usage réel qui en serait fait eut été connu de la douane ;

2° toute opération ayant pour but d'enlever ou de rendre à ladite marchandise les caractéristiques ou les propriétés à la présence ou à l'absence desquelles était subordonné, au moment de l'importation définitive, l'octroi d'un régime d'imposition plus favorable que celui qui eut été accordé en cas d'absence ou de présence desdites caractéristiques ou propriétés.

Les droits fraudés sont dus en sus.

§ 2. Lorsque les contrevenants ont commis, ou tenté de commettre, les infractions visées au § 1er avec une intention frauduleuse, ils sont en outre punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois. Lorsque les contrevenants ont commis les infractions visées au § 1er avec une intention frauduleuse et ont gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, ils sont punis d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

Art. 257 LGDA⁵

Au 20 novembre 2017

§ 1^{er}. Lorsqu'un document de transit, de franchise temporaire ou provisoire des droits, d'expédition sur entrepôt ou sur magasin de dépôt temporaire, d'exportation avec décharge de l'accise ou tout autre document de douane ou d'accise dont l'apurement ou la représentation au bureau de délivrance est prescrit, n'est pas représenté ou apuré à ce bureau dans le délai déterminé ou y est représenté non revêtu de la décharge requise ou d'une mention équivalente, le titulaire ou le cessionnaire du document encourt une amende de 125 EUR à 375 EUR sans préjudice du paiement des droits applicables aux marchandises reprises au document et en outre - s'il s'agit de marchandises étrangères qui, à l'entrée, sont soumises à une mesure de prohibition, de restriction ou de contrôle - du paiement d'un montant compris entre la moitié de la valeur des marchandises et la valeur totale des marchandises.

§ 2. Dans les mêmes hypothèses, si l'expédition de marchandises est faite sous escorte des agents du chemin de fer, l'amende de 125 EUR à 375 EUR est mise à la charge des administrations, compagnies ou sociétés des chemins de fer, sauf leur recours contre qui de droit.

§ 3. Quiconque donne, sans autorisation préalable de l'Administration générale des douanes et accises, aux marchandises faisant l'objet de documents de douane visés au § 1, une destination autre que celle qui y est expressément indiquée, est puni des peines prévues, suivant le cas, par l'article 157, les articles 220 à 225, 227 et 277 ou par l'article 231.

⁵ L'article 257, § 1^{er} LGDA sanctionne le non-apurement du régime de transit hors intention frauduleuse. L'article 157, § 3 LGDA sanctionne les livraisons directes et le non-apurement du régime de transit avec intention frauduleuse.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

§ 1er. Lorsqu'un document de transit, de franchise temporaire ou provisoire des droits, d'expédition sur entrepôt ou sur magasin de dépôt temporaire, d'exportation avec décharge de l'accise ou tout autre document de douane ou d'accise dont l'apurement ou la représentation au bureau de délivrance est prescrit, n'est pas représenté ou apuré à ce bureau dans le délai déterminé ou y est représenté non revêtu de la décharge requise ou d'une mention équivalente, le titulaire ou le cessionnaire du document encourt une amende de 125 euros à 375 euros sans préjudice du paiement des droits applicables aux marchandises reprises au document et en outre - s'il s'agit de marchandises étrangères qui, à l'entrée, sont soumises à une mesure de prohibition, de restriction ou de contrôle - du paiement d'un montant compris entre la moitié de la valeur des marchandises et la valeur totale des marchandises.

§ 2. Dans les mêmes hypothèses, si l'expédition de marchandises est faite sous escorte des agents du chemin de fer, l'amende de 125 euros à 375 euros est mise à la charge des administrations, compagnies ou sociétés des chemins de fer, sauf leur recours contre qui de droit.

§ 3. Quiconque donne ou tente de donner, sans autorisation préalable de l'Administration générale des douanes et accises, aux marchandises faisant l'objet de documents de douane visés au § 1, une destination autre que celle qui y est expressément indiquée, est puni des peines prévues, suivant le cas, par l'article 157, les articles 220 à 225, 227 et 277 ou par l'article 231.

Art. 259 LGDA

Au 20 novembre 2017

Est puni d'une amende de 250 EUR à 625 EUR, sans qu'elle puisse être inférieure au décuple des droits et taxes éventuellement éludés :

1° celui qui, dans l'intention de tromper la douane, produit ou fait produire des documents faux, mensongers ou inexacts ;

2° celui qui délivre des attestations, factures ou documents faux, mensongers ou inexacts destinés à tromper la douane. En cas de récidive, le contrevenant est puni en outre d'un emprisonnement de huit à trente jours, sans qu'il puisse être fait application de l'article 228.

Modifié par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : le 28 décembre 2019

Est puni d'une amende de 250 EUR à 625 EUR, sans qu'elle puisse être inférieure au décuple des droits et taxes éventuellement éludés :

1° celui qui, dans l'intention de tromper la douane, produit ou fait produire des documents faux, mensongers ou inexacts ;

2° celui qui délivre des attestations, factures ou documents faux, mensongers ou inexacts destinés à tromper la douane.

Le contrevenant est puni en outre d'un emprisonnement de huit à trente jours. Lorsque le contrevenant a gravement lésé les intérêts financiers de l'Union européenne, il est puni d'un emprisonnement de 4 mois à 5 ans.

Les intérêts financiers de l'Union européenne doivent en tout cas être considérés comme gravement lésés lorsque le préjudice se monte à plus de 100.000 euros.

D. Code TVA

Art. 73

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution.

Si les infractions visées à l'alinéa 1er ont été commises dans le cadre de la fraude fiscale grave, organisée ou non, le coupable est puni d'un emprisonnement de huit jours à 5 ans et d'une amende de 250 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement⁶.

+ Alinéa inséré par la loi du 9 décembre 2019 modifiant la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 et le code de la taxe sur la valeur ajoutée transposant la directive (UE) 2017/1371 (Transposition de la directive PIF) – Moniteur belge du 18 décembre 2019 – Entrée en vigueur : 28 décembre 2019) :

La fraude fiscale est en tout cas considérée grave lorsque les infractions visées à l'alinéa 1er sont en lien avec le territoire d'au moins deux Etats membres et entraînent un préjudice d'un montant total d'au moins 10.000.000 euros⁷.

Art. 73bis⁸

Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 250 EUR à 500.000 euros ou l'une de ces peines seulement, celui qui, en vue de commettre une des infractions visées à l'article 73, aura commis un faux en écritures publiques, de commerce ou privées, ou en informatique visé à l'article 210bis, § 1er, du Livre II du Code pénal, ou qui aura fait usage d'un tel faux.

Celui qui, sciemment, établira un faux certificat pouvant compromettre les intérêts du Trésor ou fera usage de pareil certificat, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 EUR à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 73nonies - Article inséré par la loi du 9 décembre 2019 précitée (Transposition de la directive)

La tentative de commettre une infraction visée à l'article 73, alinéa 3, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 euros à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement⁹.

Art 73decies - Article inséré par la loi du 9 décembre 2019 précitée (Transposition de la directive)

⁶ Le deuxième alinéa prévoit un degré de sanction qui correspond au prescrit de la Directive, lorsque l'infraction est grave.

⁷ Le troisième alinéa prévoit que l'infraction est toujours réputée grave lorsque les critères de la directive sont remplis (montant et lien territorial). Ce troisième alinéa a été inséré lors de la transposition de la directive.

Depuis cet ajout, lorsque les critères de la directive sont remplis, l'on est automatiquement face à une fraude grave. Cela vaut uniquement à partir de l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 2019.

⁸ Article modifié en dernier lieu par la loi du 17 décembre 2012.

L'usage de faux peut être visé à partir de 2017, le Code TVA a été estimé conforme à la directive et n'a pas fait l'objet de modification sur ce sujet.

⁹ La tentative a été ajoutée lors de la transposition de la directive en ce qui concerne les infraction graves visée à l'article 73, alinéa 3. Vu la non-rétroactivité des dispositions pénales, la tentative ne peut être punie qu'après l'entrée en vigueur de la loi de transposition.

Lorsque l'infraction visée à l'article 73, alinéa 3, est commise par une organisation criminelle au sens de l'article 324bis du Code pénal, le coupable est puni d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende de 5.000 euros à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement¹⁰.

Art 73quinquies

Les aspects tels que la complicité ou la responsabilité des personnes morales s'appliquent par l'intermédiaire des dispositions du Livre premier du Code pénal, qui sont applicables aux infractions visées par les articles 73, 73bis et 73quater¹¹.

¹⁰ Une circonstance aggravante a également été insérée dans le Code TVA lors de la transposition afin de le rendre conforme à la directive.

Vu la non-rétroactivité des dispositions pénales, la circonstance aggravante ne peut être appliquée qu'après l'entrée en vigueur de la loi de transposition

¹¹ Article modifié en dernier lieu par la loi du 20 septembre 2012.

Le titre premier du Code pénal s'applique aux dispositions visées par l'article 73quinquies déjà avant la loi de transposition. Les aspects tels que la complicité, la responsabilité des personnes morales et autres aspects visés par le Livre premier du code pénal s'appliquent aux infractions dès 2017.

III. Mesures d'enquête et autres dispositions procédurales pertinentes

A. Lijst van uitzonderingen m.b.t. de onderzoeksmaatregelen bedoeld in artikel 30 e) en f).

e) onderschepping van elektronische communicatie van en naar de verdachte of beklaagde persoon, met behulp van elk elektronisch communicatiemiddel dat de verdachte of beklaagde gebruikt;

Artikel 90ter van het Wetboek van strafvordering beperkt de maatregel tot de volgende strafbare feiten:

- 1° de artikelen 101 tot en met 110 van het Strafwetboek;
- 2° De artikelen 136bis, 136ter, 136quater, 136sexies en 136septies van hetzelfde Wetboek en artikel 41 van de wet van 29 maart 2004 betreffende de samenwerking met het Internationaal Strafgerechtshof en de internationale straftribunalen;
- 3° boek II, titel I ter, van hetzelfde Wetboek;
- 4° artikel 147 van hetzelfde Wetboek;
- 5° de artikelen 160, 161, 162, 163, 168, 171, 173 en 176 van hetzelfde Wetboek;
- 6° de artikelen 180 en 186 van hetzelfde Wetboek;
- 7° artikel 210bis van hetzelfde Wetboek;
- 8° de artikelen 246, 247, 248, 249, en 250 van hetzelfde Wetboek;
- 9° artikel 259bis van hetzelfde Wetboek;
- 10° artikel 314bis van hetzelfde Wetboek;
- 11° de artikelen 324bis en 324ter van hetzelfde Wetboek;
- 12° de artikelen 327, 328, 329 en 330 van hetzelfde Wetboek, voor zover een klacht is ingediend;
- 13° artikel 331bis van hetzelfde Wetboek;
- 14° artikel 347bis van hetzelfde Wetboek;
- 15° de artikelen 372 tot 377bis van hetzelfde Wetboek;
- 16° artikel 377quater van hetzelfde Wetboek;
- 17° de artikelen 379, 380 en 383bis, §§ 1 en 3, van hetzelfde Wetboek;
- 18° artikel 393 van hetzelfde Wetboek;
- 19° de artikelen 394 en 397 van hetzelfde Wetboek;
- 20° de artikelen 428 en 429 van hetzelfde Wetboek;
- 21° artikel 433bis/1 van hetzelfde Wetboek;
- 22° de artikelen 433quinquies tot 433octies van hetzelfde Wetboek;
- 22/1° . de artikelen 433novies/2 tot 433novies/10 van hetzelfde Wetboek;
- 23° artikel 434 van hetzelfde Wetboek;
- 24° de artikelen 468, 470, 471 en 472 van hetzelfde Wetboek;
- 25° artikel 475 van hetzelfde Wetboek;
- 26° boek II, titel IX, hoofdstuk I, sectie 2bis, en hoofdstuk Ibis van hetzelfde Wetboek;
- 27° de artikelen 504bis en 504ter van hetzelfde Wetboek;
- 28° artikel 504quater van hetzelfde Wetboek;
- 29° artikel 505, eerste lid, 1° van hetzelfde Wetboek wanneer de betrokken zaken werden weggenomen, verduisterd of verkregen door een misdaad of wanbedrijf vermeld in dat artikel;
- 30° artikel 505, eerste lid, 2°, 3° en 4° van hetzelfde Wetboek;
- 31° de artikelen 510, 511, eerste lid en 516 van hetzelfde Wetboek;
- 32° artikel 520 van hetzelfde Wetboek, indien de omstandigheden bedoeld in de artikelen 510 of 511, eerste lid, van hetzelfde Wetboek verenigd zijn;
- 33° de artikelen 550bis en 550ter van hetzelfde Wetboek;
- 34° artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en

van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen;

35° de wet van 28 mei 1956 betreffende ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen;

36° artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale, anabole, anti-infectieuze, anti-parasitaire, en anti-inflammatoire werking, welk artikel betrekking heeft op strafbare feiten waarop overeenkomstig de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica straffen worden gesteld.";

37° de artikelen 77bis tot 77quinquies van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

38° artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking;

39° artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

40° artikel 145, § 3 en § 3bis, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

41° de artikelen 8 tot 11, 14, 16, 19, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, 20, 22, 27 en 33 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, ook "wapenwet" genoemd;

42° de artikelen 21 tot 26 van het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs op 13 januari 1993;

43° artikel 47 van het decreet van het Vlaams Parlement van 15 juni 2012 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen en munitie;

44° artikel 20 van het decreet van het Waals Gewest van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten;

45° artikel 42 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 20 juni 2013 betreffende de in-, uit-, doorvoer en overbrenging van defensiegerelateerde producten, ander voor militair gebruik dienstig materiaal, ordehandhavingsmateriaal, civiele vuurwapens, onderdelen, toebehoren en munitie ervan.

f) tracering en opsporing van een voorwerp met technische hulpmiddelen, met inbegrip van de gecontroleerde aflevering van goederen.

Uitgestelde tussenkomst bedoeld in artikel 40bis Wetboek van strafvordering:

Geen beperkingen

Observatie met technische hulpmiddelen, bedoeld in artikel 47sexies Wetboek van strafvordering:

Beperkt tot strafbare feiten die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

De gecontroleerde aflevering is een vorm van infiltratie, bedoeld in artikel 47octies Wetboek van strafvordering:

Beperkt tot strafbare feiten gepleegd in het kader van een criminele organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek, of misdaden of wanbedrijven als bedoeld in artikel 90ter (zie hierboven).

B. Andere relevante procedurele bepalingen

(i) Wet houdende de voorafgaande titel van het wetboek van straffordering van 17 april 1878

Artikel 7

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Iedere Belg of persoon met hoofdverblijfplaats in het Rijk die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan een feit dat door de Belgische wet misdaad of wanbedrijf wordt genoemd, kan in België vervolgd worden indien op het feit straf gesteld is door de wet van het land waar het is gepleegd.

§ 2. Indien het misdrijf gepleegd is tegen een vreemdeling, kan de vervolging slechts plaatshebben op vordering van het openbaar ministerie en moet zij bovendien voorafgegaan worden door een klacht van de benadeelde vreemdeling of van zijn familie ofwel door een officieel bericht, aan de Belgische overheid gegeven door de overheid van het land waar het misdrijf is gepleegd. Is het misdrijf in oorlogstijd gepleegd tegen een onderdaan van een land dat bondgenoot van België is in de zin van artikel 117, tweede lid, van het Strafwetboek, dan kan het officieel bericht eveneens gegeven worden door de overheid van het land waarvan die vreemdeling een onderdaan is of was.

Artikel 10quater

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

§ 1. Een persoon kan in België vervolgd worden wanneer hij zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt:

1° aan een misdrijf bepaald in de artikelen 246 tot 249 van het Strafwetboek;

2° aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van hetzelfde Wetboek wanneer de persoon die een openbaar ambt uitoefent in een vreemde Staat of in een internationale publiekrechtelijke organisatie een Belg is of wanneer de internationale publiekrechtelijke organisatie waarvoor de persoon een openbaar ambt uitoefent haar zetel heeft in België.

§ 2. Iedere Belg of persoon met hoofdverblijfplaats in het Rijk die zich buiten het grondgebied van het Rijk schuldig maakt aan een misdrijf bepaald in artikel 250 van het Strafwetboek, kan in België vervolgd worden, op voorwaarde dat het feit bestraft wordt door de wetgeving van het land waar het is gepleegd.

Artikel 21

Artikel november 2017

Behoudens wat de misdrijven betreft omschreven in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater van het Strafwetboek, en behoudens de overige bij de wet bepaalde uitzonderingen, verjaart de straffordering, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd :

1° door verloop van twintig jaren voor :

- een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting, of
- een van de misdaden omschreven in de artikelen 102, tweede lid, 122, derde punt, 138, § 1, eerste lid, 9°, 376, eerste lid, 393 of 417ter, derde lid, van het Strafwetboek, 30, § 2, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, 34, 35, 68, derde lid, 69, tweede en derde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij of 4, § 3, derde lid,

van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;

2° door verloop van vijftien jaren voor :

- een van de misdaden bedoeld in 1°, tweede streepje, ingeval het niet is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar, of
- een van de misdrijven omschreven in de artikelen 371/1 tot 375, 376, tweede en derde lid, en 377, 377quater, 379, 380, 383bis, § 1, 409 en 433quinquies, § 1, eerste lid, 1°, van het Strafwetboek, en de poging om dat laatste misdrijf te plegen, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;

3° door verloop van tien jaren voor een andere misdaad;

4° door verloop van vijf jaren voor een ander wanbedrijf;

5° door verloop van een jaar voor een wanbedrijf dat in een overtreding wordt omgezet;

6° door verloop van zes maanden voor een andere overtreding.

Nochtans blijven de verjaringstermijnen van de strafvordering die worden bepaald in het eerste lid, 1° en 2°, alsook voor de misdaden die strafbaar zijn met opsluiting van meer dan twintig jaar, ongewijzigd indien de straf wordt verminderd of gewijzigd wegens verzachtende omstandigheden.

Gewijzigd bij wet 8 mei 2019 tot invoering van het Belgisch Scheepvaart-wetboek

In artikel 21, eerste lid, 1°, tweede streepje, van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, ingevoegd bij de wet van 30 mei 1961 en vervangen bij de wet van 5 februari 2016, worden de woorden "34, 35, 68, derde lid, 69, tweede en derde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij of 4, § 3, derde lid, van de wet van 30 december 2009 betreffende de strijd tegen piraterij op zee" vervangen door de woorden "of 4.5.2.2, § 2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of de misdaden omschreven in artikel 4.5.2.1 van het Belgisch Scheepvaartwetboek in de omstandigheden bedoeld in artikel 4.5.2.2, § 1, derde lid, 1° of 2°, of § 1, vierde lid, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of medeplichtigheid aan de misdaad omschreven in artikel 4.5.2.2, § 1, van het Belgisch Scheepvaartwetboek".

Gewijzigd bij wet van 14 november 2019 tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering wat de afschaffing van de verjaring van ernstige seksuele misdrijven op minderjarigen betreft

In artikel 21, eerste lid, van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, vervangen bij de wet van 5 februari 2016 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden "Behoudens wat de misdrijven betreft omschreven in de artikelen 136bis, 136ter en 136quater van het Strafwetboek, en" worden opgeheven;
- b) in de bepaling onder 1°, tweede gedachtestreepje, worden de woorden "376, eerste lid," opgeheven;
- c) in de bepaling onder 2° wordt het tweede gedachtestreepje opgeheven.

Huidig artikel

Behoudens de overige bij de wet bepaalde uitzonderingen, verjaart de strafvordering, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd :

1° door verloop van twintig jaren voor :

- een misdaad die strafbaar is met levenslange opsluiting, of
- een van de misdaden omschreven in de artikelen 102, tweede lid, 122, derde punt, 138, § 1, eerste lid, 9°, 393 of 417ter, derde lid, van het Strafwetboek, 30, § 2, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919, betreffende de regeling der Luchtvaart, of

4.5.2.2, § 2 van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of de misdaden omschreven in artikel 4.5.2.1 van het Belgisch Scheepvaartwetboek in de omstandigheden bedoeld in artikel 4.5.2.2, § 1, derde lid, 1° of 2°, of § 1, vierde lid, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, of medeplichtigheid aan de misdaad omschreven in artikel 4.5.2.2, § 1, van het Belgisch Scheepvaartwetboek, ingeval het is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar;
2° door verloop van vijftien jaren voor :
- een van de misdaden bedoeld in 1°, tweede streepje, ingeval het niet is gepleegd op een persoon van minder dan achttien jaar, of
3° door verloop van tien jaren voor een andere misdaad;
4° door verloop van vijf jaren voor een ander wanbedrijf;
5° door verloop van een jaar voor een wanbedrijf dat in een overtreding wordt omgezet;
6° door verloop van zes maanden voor een andere overtreding.
Nochtans blijven de verjaringstermijnen van de strafvordering die worden bepaald in het eerste lid, 1° en 2°, alsook voor de misdaden die strafbaar zijn met opsluiting van meer dan twintig jaar, ongewijzigd indien de straf wordt verminderd of gewijzigd wegens verzachtende omstandigheden.

Artikel 22

De verjaring van de strafvordering wordt slechts gestuit door daden van onderzoek of van vervolging, verricht binnen de in artikel 21 bepaalde termijn.

Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

(ii) Wetboek van Strafvordering van 16 december 1808

Artikel 35

Artikel 20 november 2017 = huidig artikel

De procureur des Konings neemt alles in beslag wat een van de in de artikelen 42 en 43quater van het Strafwetboek bedoelde zaken schijnt uit te maken en alles wat dienen kan om de waarheid aan de dag te brengen; hij vraagt de verdachte zich te verklaren omtrent de in beslag genomen voorwerpen, die hem vertoond zullen worden; van een en ander maakt hij een proces-verbaal op, dat ondertekend wordt door de verdachte, of ingeval deze weigert, wordt daarvan melding gemaakt.

Artikel 35bis

Artikel november 2017

Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploot dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel. Het beslagexploot moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het kantoor der hypotheeken van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploot. Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering.

Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen. Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormelde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden.

Gewijzigd bij Wet van 11 juli 2018 in het kader van de integratie van de hypotheekkantoren in de Administratie Rechtszekerheid van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de nieuwe organisatie-en bevoegdheidsverdeling binnen de Administratie Rechtszekerheid

In artikel 35bis, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1997, worden de woorden "kantoor der hypotheeken" vervangen door de woorden "bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie".

Huidig artikel

Indien de zaken die het uit het misdrijf verkregen vermogensvoordeel schijnen te vormen, onroerende goederen zijn, wordt bewarend beslag op onroerend goed gedaan, zulks bij deurwaardersexploot dat aan de eigenaar wordt betekend en op straffe van nietigheid een afschrift van de vordering van de procureur des Konings moet bevatten, alsmede de verschillende vermeldingen bedoeld in de artikelen 1432 en 1568 van het Gerechtelijk Wetboek, evenals de tekst van het derde lid van dit artikel. Het beslagexploot moet op de dag zelf van de betekening ter overschrijving worden aangeboden op het bevoegde kantoor van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de plaats waar de goederen gelegen zijn. Als dagtekening van de overschrijving geldt de dag van afgifte van het exploit. Het bewarend beslag op onroerend goed geldt gedurende vijf jaren met ingang van de dagtekening der overschrijving, behoudens vernieuwing voor dezelfde termijn op vertoon aan de bewaarder, vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van de overschrijving, van een door de bevoegde procureur of onderzoeksrechter in dubbel opgemaakte vordering. Het beslag wordt blijvend voor het verleden in stand gehouden door de beknopte melding op de kant van de overschrijving van het beslag, binnen haar geldigheidsduur, van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij de verbeurdverklaring van het onroerend goed werd bevolen. Doorhaling van het bewarend onroerend beslag kan verleend worden door de voormelde procureur of onderzoeksrechter, of desgevallend door de beneficiant van de verbeurdverklaring, of kan ook bij rechterlijke beslissing bevolen worden.

Artikel 35ter

Artikel november 2017

§ 1. Ingeval er ernstige en concrete aanwijzingen bestaan dat de verdachte een vermogensvoordeel in de zin van de artikelen 42, 3°, of 43quater, § 2, van het Strafwetboek heeft verkregen, en de zaken die dit vermogensvoordeel vertegenwoordigen als zodanig niet of niet meer in het vermogen van de verdachte dat zich in België bevindt kunnen aangetroffen worden of zich hebben vermengd met wettige goederen, kan het openbaar ministerie beslag leggen op andere zaken die zich in het vermogen van de verdachte bevinden ten belope van het vermoedelijke bedrag van voornoemd vermogensvoordeel. In zijn beslissing motiveert het openbaar ministerie de raming van dit bedrag en geeft het aan welke de ernstige en concrete aanwijzingen zijn die de inbeslagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van

de inbeslagneming.
Het eerste lid is ook van toepassing op de zaken die het voorwerp zijn van de in het artikel 505 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven.
§ 2. Goederen die ingevolge de artikelen 1408 tot 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek of ingevolge bijzondere wetten niet vatbaar zijn voor beslag, mogen in geen geval in beslag worden genomen.
§ 3. In geval van beslag op een onroerend goed of een schuldvordering wordt gehandeld overeenkomstig de vormvoorschriften die worden bepaald bij de artikelen 35bis en 37.
§ 4. Het openbaar ministerie kan beslag leggen op andere goederen dan de vermogensvoordelen die toebehoren aan derden, onder de volgende voorwaarden :
1° er zijn voldoende ernstige en concrete aanwijzingen dat de verdachte het goed heeft overgedragen aan de derde of hem de financiële mogelijkheid heeft gegeven om het te verwerven met het kennelijke doel de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom te verhinderen of in ernstige mate te bemoeilijken;
2° de derde wist of moest redelijkerwijs weten dat het goed hem rechtstreeks of onrechtstreeks was overgedragen door de verdachte, dan wel dat hij het met de financiële hulp van de verdachte had kunnen verwerven, om het te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom.
In zijn beslissing vermeldt het openbaar ministerie de ernstige en concrete aanwijzingen waaruit blijkt dat de verdachte het goed wil onttrekken aan de tenuitvoerlegging van een eventuele bijzondere verbeurdverklaring en de inlichtingen waaruit de wetenschap van de derde blijkt of kan worden afgeleid, die de inbeslagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbeslagneming.

Gewijzigd bij Wet van 18 maart 2018 houdende wijzigingen van diverse bepalingen van het strafrecht, de strafvordering en het gerechtelijk recht

In artikel 35ter, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 december 2002 en vervangen bij de wet van 5 februari 2016, worden de woorden "op de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen alsook" ingevoegd tussen het woord "toepassing" en het woord "op".

Huidig artikel

§ 1. Ingeval er ernstige en concrete aanwijzingen bestaan dat de verdachte een vermogensvoordeel in de zin van de artikelen 42, 3°, of 43quater, § 2, van het Strafwetboek heeft verkregen, en de zaken die dit vermogensvoordeel vertegenwoordigen als zodanig niet of niet meer in het vermogen van de verdachte dat zich in België bevindt kunnen aangetroffen worden of zich hebben vermengd met wettige goederen, kan het openbaar ministerie beslag leggen op andere zaken die zich in het vermogen van de verdachte bevinden ten belope van het vermoedelijke bedrag van voornoemd vermogensvoordeel. In zijn beslissing motiveert het openbaar ministerie de raming van dit bedrag en geeft het aan welke de ernstige en concrete aanwijzingen zijn die de inbeslagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbeslagneming.
Het eerste lid is ook van toepassing op de zaken die gediend hebben of bestemd waren om het misdrijf te plegen alsook op de zaken die het voorwerp zijn van de in het artikel 505 van het Strafwetboek bedoelde misdrijven.
§ 2. Goederen die ingevolge de artikelen 1408 tot 1412bis van het Gerechtelijk Wetboek of ingevolge bijzondere wetten niet vatbaar zijn voor beslag, mogen in geen geval in beslag worden genomen.
§ 3. In geval van beslag op een onroerend goed of een schuldvordering wordt gehandeld overeenkomstig de vormvoorschriften die worden bepaald bij de artikelen 35bis en 37.
§ 4. Het openbaar ministerie kan beslag leggen op andere goederen dan de vermogensvoordelen die toebehoren aan derden, onder de volgende voorwaarden :

1° er zijn voldoende ernstige en concrete aanwijzingen dat de verdachte het goed heeft overgedragen aan de derde of hem de financiële mogelijkheid heeft gegeven om het te verwerven met het kennelijke doel de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom te verhinderen of in ernstige mate te bemoeilijken;

2° de derde wist of moest redelijkerwijs weten dat het goed hem rechtstreeks of onrechtstreeks was overgedragen door de verdachte, dan wel dat hij het met de financiële hulp van de verdachte had kunnen verwerven, om het te onttrekken aan de tenuitvoerlegging van de eventuele bijzondere verbeurdverklaring met betrekking tot een geldsom. In zijn beslissing vermeldt het openbaar ministerie de ernstige en concrete aanwijzingen waaruit blijkt dat de verdachte het goed wil onttrekken aan de tenuitvoerlegging van een eventuele bijzondere verbeurdverklaring en de inlichtingen waaruit de wetenschap van de derde blijkt of kan worden afgeleid, die de inbeslagneming rechtvaardigen. Deze gegevens worden opgenomen in het proces-verbaal dat wordt opgemaakt naar aanleiding van de inbeslagneming.

Artikel 37

Artikel november 2017

§ 1. Indien er in de woning van de verdachte papieren of zaken worden gevonden, die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, neemt de procureur des Konings deze papieren of zaken in beslag. In geval wordt overgegaan tot inbeslagneming op basis van de artikelen 35 en 35ter, of op basis van het eerste lid, wordt door de procureur des Konings of door de officier van gerechtelijke politie een proces-verbaal opgemaakt waarin de in beslag genomen zaken worden vermeld alsmede de door andere wetsbepalingen voorgeschreven vermeldingen. Voor zover mogelijk worden de zaken geïndividualiseerd in het proces-verbaal.

§ 2. In geval van beslag op vorderingen, met uitzondering van beslag op rechten aan order of aan toonder, gebeurt het beslag door schriftelijke kennisgeving aan de schuldenaar. In geval deze kennisgeving niet gebeurt overeenkomstig het bepaalde in § 3, wordt ze aan de schuldenaar verzonden bij ter post aangetekende brief alsmede bij gewone brief. Deze brieven bevatten de referenties eigen aan de zaak, alsmede een letterlijke weergave van de tekst van § 4, van artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 28sexies of van artikel 61quater, naargelang het beslag uitgaat van de procureur des Konings of van de onderzoeksrechter.

§ 3. Het proces-verbaal wordt ter ondertekening aan de beslagene aangeboden, die kosteloos kopie van dit proces-verbaal kan ontvangen. In geval van beslag onder derden, hebben zowel de derde-beslagene als de beslagene zelf het recht op een kosteloze kopie van dit proces-verbaal. Deze kopie wordt onmiddellijk overhandigd of binnen de achtenveertig uur verstuurd. Binnen dezelfde termijn wordt aan de derde-beslagene een document overhandigd, bevattende de vermeldingen als bepaald in § 2, derde lid.

§ 4. Vanaf de ontvangst van de kennisgeving of het proces-verbaal, mag de schuldenaar de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, niet meer uit handen geven. Binnen vijftien dagen na het beslag, is de schuldenaar gehouden om bij ter post aangetekende brief verklaring te doen van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek. De schuldenaar heeft recht op vergoeding van de kosten van de verklaring. Deze kosten, voorzien van de goedkeuring vanwege de procureur des Konings of de onderzoeksrechter van wie het beslag uitgaat, worden als gerechtskosten beschouwd.

Gewijzigd bij Wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediens, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek

In artikel 37, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 december 2002, worden in paragraaf 4 de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen de eerste en de tweede zin een zin ingevoegd, luidende : "De derde-beslagene die dat verbod miskent, wordt gewoon schuldenaar verklaard voor de oorzaken van het beslag, onverminderd schadevergoeding indien daartoe grond bestaat.";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid luidende :

"Indien hij zijn verklaring niet heeft gedaan binnen de wettelijke termijn of ze niet met nauwkeurigheid heeft gedaan, kan de derde-beslagene, geheel of ten dele, schuldenaar worden verklaard van de oorzaken en de kosten van het beslag."

Huidig artikel

§ 1. Indien er in de woning van de verdachte papieren of zaken worden gevonden, die tot overtuiging of tot ontlasting kunnen dienen, neemt de procureur des Konings deze papieren of zaken in beslag. In geval wordt overgegaan tot inbeslagneming op basis van de artikelen 35 en 35ter , of op basis van het eerste lid, wordt door de procureur des Konings of door de officier van gerechtelijke politie een proces-verbaal opgemaakt waarin de in beslag genomen zaken worden vermeld alsmede de door andere wetsbepalingen voorgeschreven vermeldingen. Voor zover mogelijk worden de zaken geïndividualiseerd in het proces-verbaal.

§ 2. In geval van beslag op vorderingen, met uitzondering van beslag op rechten aan order of aan toonder, gebeurt het beslag door schriftelijke kennisgeving aan de schuldenaar. In geval deze kennisgeving niet gebeurt overeenkomstig het bepaalde in § 3, wordt ze aan de schuldenaar verzonden bij ter post aangetekende brief alsmede bij gewone brief. Deze brieven bevatten de referenties eigen aan de zaak, alsmede een letterlijke weergave van de tekst van § 4, van artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek en van artikel 28sexies of van artikel 61quater , naargelang het beslag uitgaat van de procureur des Konings of van de onderzoeksrechter.

§ 3. Het proces-verbaal wordt ter ondertekening aan de beslagene aangeboden, die kosteloos kopie van dit proces-verbaal kan ontvangen. In geval van beslag onder derden, hebben zowel de derde-beslagene als de beslagene zelf het recht op een kosteloze kopie van dit proces-verbaal. Deze kopie wordt onmiddellijk overhandigd of binnen de achtenveertig uur verstuurd. Binnen dezelfde termijn wordt aan de derde-beslagene een document overhandigd, bevattende de vermeldingen als bepaald in § 2, derde lid.

§ 4. Vanaf de ontvangst van de kennisgeving of het proces-verbaal, mag de schuldenaar de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, niet meer uit handen geven. De derde-beslagene die dat verbod miskent, wordt gewoon schuldenaar verklaard voor de oorzaken van het beslag, onverminderd schadevergoeding indien daartoe grond bestaat. Binnen vijftien dagen na het beslag, is de schuldenaar gehouden om bij ter post aangetekende brief verklaring te doen van de sommen of zaken die het voorwerp zijn van het beslag, overeenkomstig het bepaalde in artikel 1452 van het Gerechtelijk Wetboek.

De schuldenaar heeft recht op vergoeding van de kosten van de verklaring. Deze kosten, voorzien van de goedkeuring vanwege de procureur des Konings of de onderzoeksrechter van wie het beslag uitgaat, worden als gerechtskosten beschouwd.

Indien hij zijn verklaring niet heeft gedaan binnen de wettelijke termijn of ze niet met nauwkeurigheid heeft gedaan, kan de derde-beslagene, geheel of ten dele, schuldenaar worden verklaard van de oorzaken en de kosten van het beslag.

(iii) Loi du 22 avril 2003 octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'Administration générale des douanes et accises

Au 20 novembre 2017

Art 3., al.2.

Les pouvoirs d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail conférés aux agents (de l'Administration générale des douanes et accises) visés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'en vue de la recherche et de la constatation :

1° des infractions à la réglementation relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

2° des infractions en ce qui concerne les mouvements intracommunautaires de marchandises tombant sous l'application des réglementations et législations sur les accises ;

3° des infractions à toutes les lois et tous règlements conférant une quelconque attribution aux agents de l'Administration des douanes et accises lors de l'importation, de l'exportation ou du transit de marchandises ;

4° des infractions connexes à celles visées aux 1° à 3°.

Art. 4. 1.

Sans préjudice des dispositions des articles 47ter et 40bis du Code d'instruction criminelle, les agents visés à l'article 3 ci-avant, revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail, peuvent utiliser, dans les mêmes conditions que celles portées par le Code d'instruction criminelle, les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche.

Modifié par la loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice – Moniteur belge du 24 février 2021 - Entrée en vigueur : le 24 février 2021

Nouvel art. 2/1.

§ 1er. Sans préjudice de ses compétences en matière de douanes et accises, le fonctionnaire visé à l'article 285/2, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977 est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail.

§ 2. Les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche, ne peuvent être mises en œuvre par les agents visés à l'article 3 sans l'accord préalable du fonctionnaire visé au § 1er, lorsqu'elles sont relatives aux contraventions, fraudes ou délits visés à l'article 285/4, § 1er, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977.

Art 3., al.2.

Les pouvoirs d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail conférés aux agents (de l'Administration générale des douanes et accises) visés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'en vue de la recherche et de la constatation :

1° des infractions à la réglementation relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

2° des infractions en ce qui concerne les mouvements intracommunautaires de marchandises tombant sous l'application des réglementations et législations sur les accises ;

3° des infractions à toutes les lois et tous règlements conférant une quelconque attribution aux agents de l'Administration des douanes et accises lors de l'importation, de l'exportation ou du transit de marchandises ;

4° des infractions connexes à celles visées aux 1° à 3°.

Art. 4. 1.

Sans préjudice des dispositions des articles 47ter et 40bis du Code d'instruction criminelle, les agents visés à l'article 3 ci-avant, revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail, peuvent utiliser, dans les mêmes conditions que celles portées par le Code d'instruction criminelle, les méthodes particulières de recherche consistant en l'observation et le recours aux indicateurs, de même qu'en l'intervention différée relevant des autres méthodes de recherche.

IV. Autorités compétentes pour la mise en œuvre du règlement

Article du règlement	Texte de l'article	Autorités nationales compétentes
24.1	Les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités des États membres qui sont compétentes en vertu du droit national applicable signalent sans retard indu au Parquet européen tout comportement délictueux à l'égard duquel celui-ci pourrait exercer sa compétence conformément à l'article 22 et à l'article 25, paragraphes 2 et 3.	Ministère public, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
24.2	Lorsqu'une autorité judiciaire ou répressive d'un État membre ouvre une enquête concernant une infraction pénale à l'égard de laquelle le Parquet européen pourrait exercer sa compétence conformément à l'article 22 et à l'article 25, paragraphes 2 et 3, ou si, à un moment quelconque après l'ouverture d'une enquête, l'autorité judiciaire ou l'autorité répressive compétente d'un État membre constate que l'enquête concerne une telle infraction, cette autorité en informe le Parquet européen sans retard indu afin que ce dernier puisse décider d'exercer ou non son droit d'évocation conformément à l'article 27.	Ministère public, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
24.8	S'il vient à la connaissance du Parquet européen qu'une infraction pénale ne relevant pas de sa compétence pourrait avoir été commise, celui-ci en informe les autorités nationales compétentes sans retard indu et leur transmet tous les éléments de preuve pertinents.	Parquet territorialement ou matériellement compétent
25.2	Lorsqu'une infraction pénale relevant de l'article 22 a causé ou est susceptible de causer aux intérêts financiers de l'Union un préjudice inférieur à 10 000 EUR, le Parquet européen ne peut exercer sa compétence que si: a) les répercussions du dossier à l'échelle de l'Union sont de nature à rendre nécessaire la conduite d'une enquête par le Parquet européen; ou b) des fonctionnaires ou d'autres agents de l'Union, ou des membres des institutions de l'Union, pourraient être soupçonnés d'avoir commis l'infraction.	Parquet territorialement ou matériellement compétent et Administration générale des douanes et accises

	Le Parquet européen consulte, s'il y a lieu, les autorités nationales ou organes de l'Union compétents, pour déterminer si les critères énoncés aux points a) et b) du premier alinéa sont remplis.	
25.3	<p>Le Parquet européen s'abstient d'exercer sa compétence à l'égard de toute infraction relevant de l'article 22 et, après consultation des autorités nationales compétentes, renvoie l'affaire à ces dernières sans retard indu, conformément à l'article 34, si:</p> <p>a) la peine maximale prévue par le droit national pour une infraction relevant de l'article 22, paragraphe 1, est équivalente à la peine maximale encourue pour une infraction indissociablement liée visée à l'article 22, paragraphe 3, ou moins sévère, à moins que cette dernière infraction ait contribué à la commission de l'infraction relevant de l'article 22, paragraphe 1; ou</p> <p>b) il y a lieu de supposer que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union par une infraction visée à l'article 22 n'excède pas le préjudice causé ou susceptible d'être causé à une autre victime.</p> <p>Le premier alinéa, point b), du présent paragraphe ne s'applique pas aux infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a), b) et d), de la directive (UE) 2017/1371 mise en œuvre en droit interne.</p>	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, et Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
25.4	Le Parquet européen peut, avec le consentement des autorités nationales compétentes, exercer sa compétence à l'égard des infractions visées à l'article 22, dans les cas où cela serait autrement exclu en application du paragraphe 3, point b), du présent article, s'il apparaît que le Parquet européen est mieux placé pour ouvrir une enquête ou engager des poursuites.	Chef de corps du parquet compétent, Collège des procureurs généraux et Administration générale des douanes et accises
25.5	Le Parquet européen informe les autorités nationales compétentes sans retard indu de toute décision d'exercer ou de ne pas exercer sa compétence.	Chef de corps du parquet compétent, Collège des procureurs généraux et Administration générale des douanes et accises
25.6	En cas de désaccord entre le Parquet européen et les	Collège des procureurs

	<p>autorités nationales chargées des poursuites sur la question de savoir si le comportement délictueux relève ou non de l'article 22, paragraphe 2 ou 3, ou de l'article 25, paragraphe 2 ou 3, ce sont les autorités nationales compétentes pour statuer sur la répartition des compétences en cas de poursuites à l'échelle nationale qui déterminent qui doit être compétent pour instruire l'affaire. Les États membres désignent l'autorité nationale appelée à statuer sur la répartition des compétences.</p>	généraux
26.7	<p>Le Parquet européen informe sans retard indu les autorités nationales compétentes de toute décision d'ouverture d'une enquête.</p>	Parquet territorialement et matériellement compétent, et Administration générale des douanes et accises
27.1	<p>Dès réception de toutes les informations pertinentes conformément à l'article 24, paragraphe 2, le Parquet européen décide, dans les meilleurs délais, et au plus tard cinq jours après réception des informations communiquées par les autorités nationales, d'exercer ou de ne pas exercer son droit d'évocation, et informe les autorités nationales de cette décision. Dans certains cas particuliers, le chef du Parquet européen peut prendre une décision motivée pour prolonger le délai d'une durée maximale de cinq jours, et il en informe les autorités nationales.</p>	Parquet, compétent territorialement et matériellement, qui a communiqué les informations sur l'enquête en cours, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
27.2	<p>Pendant les délais visés au paragraphe 1, les autorités nationales s'abstiennent de prendre toute décision de droit national susceptible d'empêcher le Parquet européen d'exercer son droit d'évocation.</p>	Parquet, compétent territorialement et matériellement, qui a communiqué les informations sur l'enquête en cours, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
27.3	<p>Si le Parquet européen apprend, par d'autres moyens que les informations visées à l'article 24, paragraphe 2, qu'une enquête liée à une infraction pénale à l'égard de laquelle il pourrait être compétent a déjà été ouverte par les autorités compétentes d'un État membre, il en informe sans tarder ces autorités.</p>	Parquet qui avait déjà ouvert le dossier, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la

	Après avoir été dûment informé conformément à l'article 24, paragraphe 2, le Parquet européen décide d'exercer ou non son droit d'évocation. La décision est prise dans les délais prévus au paragraphe 1 du présent article.	fraude TVA
27.4	Le Parquet européen consulte, s'il y a lieu, les autorités compétentes de l'État membre concerné avant de décider d'exercer ou non son droit d'évocation.	Parquet(s) territorialement et matériellement compétent(s), Administration générale des douanes et accises, et, pour les fraudes TVA, le parquet compétent et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts
27.5	Lorsque le Parquet européen exerce son droit d'évocation, les autorités compétentes des États membres lui transmettent le dossier et s'abstiennent de procéder à de nouveaux actes d'instruction portant sur la même infraction.	Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, et Administration générale des douanes et accises
27.7, al. 1	Lorsque le Parquet européen s'abstient d'exercer sa compétence, il en informe les autorités nationales compétentes sans retard indu. À tout moment de la procédure, les autorités nationales compétentes informent le Parquet européen de tout fait nouveau susceptible de l'amener à revoir sa décision de ne pas exercer sa compétence.	Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, l'Administration générale des douanes et accises, l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
28.2	À tout moment au cours des enquêtes conduites par le Parquet européen, les autorités nationales compétentes prennent, conformément au droit national, toute mesure urgente nécessaire pour assurer l'efficacité des enquêtes, même lorsque ces autorités n'agissent pas spécifiquement sur instruction du procureur européen délégué chargé de l'affaire. Les autorités nationales informent sans retard indu le procureur européen délégué chargé de l'affaire des mesures urgentes qui ont été prises.	Parquets qui ont communiqué les informations sur l'enquête en cours, parquet qui prend la mesure en question et Administration générale des douanes et accises
28.4, dernier alinéa	À titre exceptionnel, après avoir obtenu l'approbation de la chambre permanente compétente, le procureur européen chargé de la surveillance de l'affaire peut prendre la décision motivée de conduire l'enquête personnellement, soit en prenant personnellement les	Le Ministère public et l'Administration générale des douanes et accises déjà informés de ce que le Parquet européen exerce sa

	<p>mesures d'enquête et les autres mesures, soit en confiant ces tâches aux autorités compétentes de son État membre, si cela semble indispensable pour assurer l'efficacité de l'enquête ou des poursuites, sur la base d'un ou plusieurs des critères suivants:</p> <p>a) la gravité de l'infraction, compte tenu notamment de ses répercussions possibles au niveau de l'Union;</p> <p>b) lorsque l'enquête concerne des fonctionnaires ou d'autres agents de l'Union, ou des membres des institutions de l'Union;</p> <p>c) lorsque le mécanisme de réattribution prévu au paragraphe 3 n'a pas fonctionné.</p> <p>Dans de telles circonstances exceptionnelles, les États membres veillent à ce que le procureur européen ait le droit d'ordonner ou de demander des mesures d'enquête et d'autres mesures et à ce qu'il ait tous les pouvoirs, responsabilités et obligations qui incombent à un procureur européen délégué conformément au présent règlement et au droit national.</p> <p>Les autorités nationales compétentes et les procureurs européens délégués concernés par l'affaire sont informés sans retard indu de la décision prise en vertu du présent paragraphe.</p>	compétence
33.2	<p>Lorsqu'il est nécessaire de procéder à l'arrestation et à la remise d'une personne qui ne se trouve pas dans l'État membre sur le territoire duquel est établi le procureur européen délégué chargé de l'affaire, ce dernier délivre ou demande à l'autorité compétente de cet État membre de délivrer un mandat d'arrêt européen conformément à la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil.</p>	<p>Les autorités compétentes pour la délivrance d'un mandat d'arrêt aux fins de poursuites sont le juge d'instruction et le ministère public (cf. Notification de février 2021 concernant la Décision-cadre 2002/584/JHA mettant à jour et remplaçant les notifications antérieures).</p>
34.1	<p>Lorsqu'une enquête menée par le Parquet européen révèle que les faits faisant l'objet de l'enquête ne constituent pas une infraction pénale à l'égard de laquelle il est compétent en vertu des articles 22 et 23, la chambre permanente compétente décide de renvoyer l'affaire aux autorités nationales compétentes sans retard indu.</p>	<p>Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA</p>
34.2	<p>Lorsqu'une enquête menée par le Parquet européen révèle que les conditions spécifiques à l'exercice de</p>	<p>Parquet territorialement et matériellement compétent,</p>

	ses compétences énoncées à l'article 25, paragraphes 2 et 3, ne sont plus remplies, la chambre permanente compétente décide de renvoyer l'affaire aux autorités nationales compétentes sans retard indu et avant d'engager des poursuites devant les juridictions nationales.	Administration générale des douanes et accises et l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
34.5	Lorsque les autorités nationales compétentes n'acceptent pas de se charger de l'affaire conformément aux paragraphes 2 et 3 dans un délai de trente jours au maximum, le Parquet européen demeure compétent pour engager des poursuites ou classer l'affaire sans suite, conformément aux règles prévues par le présent règlement.	Parquet territorialement et matériellement compétent et Administration générale des douanes et accises
34.6	Lorsque le Parquet européen envisage un classement sans suite conformément à l'article 39, paragraphe 3, et si l'autorité nationale le demande, la chambre permanente renvoie l'affaire sans tarder à ladite autorité.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises et Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
36.6	Si nécessaire aux fins de recouvrement, de suivi administratif ou de contrôle, le Bureau central informe les autorités nationales compétentes, les personnes intéressées et les institutions, organes et organismes de l'Union concernés de la décision d'engager des poursuites.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, et, selon la nécessité, l'Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
39.3	Lorsque le Parquet européen est compétent conformément à l'article 22, paragraphe 3, il ne classe sans suite une affaire qu'après avoir consulté les autorités nationales de l'État membre visées à l'article 25, paragraphe 6. Le cas échéant, la chambre permanente renvoie l'affaire aux autorités nationales compétentes conformément à l'article 34, paragraphes 6, 7 et 8. Il en va de même lorsque le Parquet européen exerce une compétence à l'égard d'infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) et b), de la directive (UE) 2017/1371 et que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union n'excède pas le préjudice causé ou susceptible	Collège des procureurs généraux

	d'être causé à une autre victime.	
39.4	Lorsqu'une affaire est classée sans suite, le Parquet européen le notifie officiellement aux autorités nationales compétentes et en informe les institutions, organes et organismes de l'Union concernés ainsi que, lorsque le droit interne le prévoit, les suspects ou les personnes poursuivies et les victimes de l'infraction. Les affaires classées sans suite peuvent également être renvoyées à l'OLAF ou aux autorités administratives ou judiciaires nationales compétentes aux fins de recouvrement ou de tout autre suivi administratif.	Parquet territorialement et matériellement compétent, Administration générale des douanes et accises, Administration générale de l'Inspection spéciale des impôts pour la fraude TVA
40.1	Si le droit national applicable prévoit une procédure simplifiée en matière de poursuites visant au règlement définitif d'une affaire selon les modalités fixées d'un commun accord avec le suspect, le procureur européen délégué chargé de l'affaire peut, conformément à l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 35, paragraphe 1, proposer à la chambre permanente compétente d'appliquer cette procédure conformément aux conditions prévues en droit national. Lorsque le Parquet européen exerce une compétence à l'égard d'infractions visées à l'article 3, paragraphe 2, points a) et b), de la directive (UE) 2017/1371 et que le préjudice causé ou susceptible d'être causé aux intérêts financiers de l'Union n'excède pas le préjudice causé ou susceptible d'être causé à une autre victime, le procureur européen délégué chargé de l'affaire consulte les autorités nationales chargées des poursuites avant de proposer d'appliquer une procédure simplifiée en matière de poursuites.	Procureur général compétent